La glocalisation de la protection du patrimoine folklorique : l'exemple des coutumes liées à la riziculture dans le nord de la péninsule de Noto

グローバル化する民俗文化財保護—奥能登の稲作民俗を事例として—

The Glocalization of Folklore Heritage Preservation. A Case Study: Rice Growing Customs in the North of the Noto Peninsula

Akira Kikuchi

Traducteur : Jean-Michel Butel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/1694>

DOI : 10.4000/ebisu.1694

ISSN : 2189-1893

Éditeur :

Institut français de recherche sur le Japon (UMIFRE 19 MAEE-CNRS), Maison franco-japonaise

Édition imprimée

Pagination : 233-289

ISSN : 1340-3656

Référence électronique

Akira Kikuchi, « La glocalisation de la protection du patrimoine folklorique : l'exemple des coutumes liées à la riziculture dans le nord de la péninsule de Noto », *Ebisu* [En ligne], 52 | 2015, mis en ligne le 20 septembre 2015, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/1694> ; DOI : 10.4000/ebisu.1694

La glocalisation de la protection du patrimoine folklorique

L'exemple des coutumes liées à la riziculture
dans le nord de la péninsule de Noto.

KIKUCHI Akira

グローカル化する民俗文化財保護 – 奥能登の稲作民俗を事例として –

菊地 暁

The Glocalization of Folklore Heritage Preservation.

A Case Study: Rice Growing Customs
in the North of the Noto Peninsula

KIKUCHI Akira

▼ **Mots-clés** : Patrimoine, protection du patrimoine, Noto, riziculture, rizière en terrasse, paysage culturel, *Ae no koto*, Unesco, glocalisation.

L'auteur : Kikuchi Akira est assistant de recherche à l'Institute for Research in Humanities de l'université de Kyoto. Il conduit ses recherches sur le « système ethnographique » japonais moderne.

http://www.zinbun.kyoto-u.ac.jp/zinbun/members/private/kikuchi_list.htm

Résumé : Dans cet article, nous envisageons la question du patrimoine et de sa protection en nous focalisant sur certaines coutumes liées à la riziculture, « substrat de la culture de la nation japo-

naise ». Nous prenons pour exemple le cas de ce « paysage culturel » que sont les rizières en terrasses du nord de la péninsule de Noto (département d'Ishikawa) et la fête « archaïque » de remerciement pour les récoltes qui s'est transmise dans cette région (*Ae no koto*, ou « Fête de la réception »). L'analyse des changements récents permet d'observer les évolutions de l'identité culturelle dans le Japon contemporain, évolutions auxquelles contribue le système de préservation du patrimoine culturel, et la dynamique complexe – que nous appellerons « glocalisation » dans ce texte – selon laquelle le « global » vient finement interférer pour finalement amener le « local » sur le devant de la scène.

▼ キーワード

文化財、保護制度、能登半島、稲作、棚田、千枚田、文化的景観、アエノコト、ユネスコ、グローバル化

著者

菊地暁は京都大学人文科学研究所助教。研究テーマは近代日本における民俗誌的实践の総合的研究。

http://www.zinbun.kyoto-u.ac.jp/zinbun/members/private/kikuchi_list.htm

要旨

本稿は、文化財とその保護制度を、日本の民族文化の根幹と称される「稲作民俗」を中心として考察する。事例として取り上げるのは、石川県奥能登地方の文化的景観である「棚田(千枚田)」、そしてその地に伝承された「アルカイックな」収穫感謝祭「アエノコト」である。こうした事例の検証から、現代日本における文化的アイデンティティとその文化財保護制度上における展開、その「グローバルなるもの」が奇妙に交錯して結果的に「ローカルなるもの」を前景化させるという複雑なダイナミズム——これを本稿では「グローバル化」と称する——を展望することが課題である。

▼ **Keywords:** Cultural property, Law for the Preservation of Cultural Property Heritage, Heritage Protection, Noto, Rice Growing, Terraced Rice Field, Cultural Landscape, *Ae no koto*, UNESCO, Glocalization.

The Author: Kikuchi Akira is a research associate at the Institute for Research in Humanities, Kyoto University. His main research interest lies in the study of the modern Japanese ethnographic system.

http://www.zinbun.kyoto-u.ac.jp/zinbun/members/private/kikuchi_list.htm

Abstract: This paper will explore the issue of heritage and its preservation through an analysis of certain customs relating to rice growing, the “substrate of Japanese culture”. It will focus on the “cultural landscape” formed by the terraced rice fields of the Noto Peninsula (Ishikawa Prefecture), and the “archaic” local thanksgiving festival (*Ae no koto* or “receiving festival”). An analysis of recent changes will highlight the evolution in contemporary Japan’s cultural identity. These mutations are influenced by both the system for preserving cultural heritage and the complex dynamic—referred to here as “glocalization”—in which the “global” becomes entangled with, and ultimately gives prominence to, the “local”.

La glocalisation de la protection du patrimoine folklorique

L'exemple des coutumes liées à la riziculture
dans le nord de la péninsule de Noto

KIKUCHI Akira 菊地暁*

I. Le système japonais de protection du patrimoine et sa glocalisation

L'histoire du système japonais de protection du patrimoine pourrait se résumer à l'histoire de l'extension de la définition des objets à protéger (Bunkazai hogo iinkai 1960 ; Bunkachō 2001). Pour le régime de Meiji, obnubilé par l'idée de donner au pays l'allure d'un État moderne, il s'agissait en premier lieu, tout en cherchant avec avidité à acquérir les fruits de la civilisation occidentale, de proclamer haut et fort le caractère unique de la culture japonaise (Takagi 1997). Le développement progressif et impressionnant du système de protection du patrimoine s'est effectué dans le prolongement de cette logique.

Voyons rapidement les évolutions du cadre légal de protection du patrimoine et les objets auxquelles celle-ci s'est peu à peu appliquée¹. Le premier

* Université de Kyoto 京都大学.

1. La liste des lois et mesures évoquées ci-dessous est consultable dans Bunkachō (2001). Pour les mesures légales actuelles, voir la base de données en ligne des lois et ordonnances (*Hōrei dēta teikyō shisutemu* 法令データ提供システム, <http://law.e-gov.go.jp/cgi-bin/idxsearch.cgi> ; consultation le 2 septembre 2014). Voir également le texte d'Inada Takashi dans ce numéro.

dispositif légal (le décret pour la Conservation des antiquités²) date de 1871 (soit quatre ans après la Restauration impériale) et pointait des objets à protéger d'une grande diversité puisqu'ils relevaient de l'art, de l'artisanat, de l'architecture ou des pratiques populaires. Il se réduisait toutefois en réalité à l'énonciation d'une liste sans portée concrète. Le premier système réellement efficace fut mis en place par la loi de Conservation des anciens sanctuaires et temples³ de 1897. La protection du patrimoine commença donc au Japon par les biens culturels matériels⁴ que constituaient la statuaire et l'architecture bouddhiques des anciens édifices religieux. En 1919, fut ajoutée à ce système la catégorie de « monument⁵ » ; en 1933, la loi de Conservation des trésors nationaux⁶ élargit la notion de bien culturel matériel pour pouvoir s'appliquer aux objets n'appartenant pas aux seuls édifices religieux, mais aussi à des particuliers ou à des personnalités juridiques⁷.

Les différents dispositifs mis en place avant-guerre furent unifiés avec la loi de Protection des biens culturels⁸ de 1950 qui, parallèlement aux « biens culturels matériels » (art, architecture...) et aux « monuments » (sites historiques, lieux célèbres, paysages, espèces naturelles...), introduisait la catégorie de « bien culturel immatériel⁹ » afin de prendre en compte les arts performatifs (danses, arts de la scène...). Cette loi fut régulièrement révisée par la suite, chaque révision apportant une nouvelle catégorie : « document folklorique » en 1954 (renommée en 1975 « bien culturel

2. *Koki kyūbutsu hozon-kata* 古器旧物保存方. Voir note 1 du texte d'Inada Takashi dans ce numéro.

3. *Koshaji hozon-hō* 古社寺保存法.

4. *Yūkei bunkazai* 有形文化財.

5. *Kinenbutsu* 記念物. Loi de Conservation des sites et monuments historiques, des lieux célèbres et des monuments ou espèces naturels (*Shiseki meisshō tennen kinenbutsu hozonhō* 史蹟名勝天然記念物保存法). Sur cette notion de « monument » compris au sens très large d'objet commémoratif ou représentatif, et pas uniquement architectural, voir la contribution d'Inada Takashi dans ce numéro.

6. *Kokuhō hozon-hō* 国宝保存法.

7. L'administration du patrimoine culturel se développa également à cette même époque pour couvrir les territoires colonisés ou administrés par l'Empire japonais, mais cette extension soulève des questions trop complexes pour pouvoir être traitée rapidement ici. On pourra se reporter à l'article d'Arnaud Nanta dans ce numéro.

8. *Bunkazai hogo-hō* 文化財保護法.

9. *Mukei bunkazai* 無形文化財.

folklorique »), « ensemble de bâtiments traditionnels » et « techniques de restauration et de conservation des biens culturels » en 1975, « bien culturel matériel classé » en 1996, « paysage culturel » et « savoir-faire populaire » en 2004¹⁰. Patrimoine tangible ou intangible, fait naturel ou artéfact produit par l'homme, tous les phénomènes qui prennent place sur le territoire japonais entrent désormais, potentiellement en tout cas, dans le champ du système de protection du patrimoine. C'est ainsi qu'une grande diversité de mesures de protection ont été prises – je ne discuterai pas ici de leur efficacité pratique – par le gouvernement japonais¹¹.

L'élargissement de la définition du patrimoine à préserver reflète certes les circonstances historiques et les inquiétudes du siècle : attention portée à un territoire dévasté par la guerre, sentiment de danger face à la disparition des coutumes durant la période de la haute croissance économique... On peut toutefois y ajouter une nouvelle cause depuis peu : l'influence d'un système de protection mondialisé. « Patrimoine mondial¹² » et « Patrimoine culturel immatériel » de l'Unesco¹³, « Systèmes ingénieux du patrimoine

10. 1954 : *Minzoku shiryō* 民俗資料 (1975 : *Minzoku bunkazai* 民俗文化財). 1975 : *Dentōteki kenzōbutsu-gun* 伝統的建造物群, *Bunkazai hōzon shūfuku gijutsu* 文化財保存修復技術. 1996 : *Yūkei tōroku bunkazai* 有形登録文化財. 2004 : *Bunkateki keikan* 文化の景観, *Minzoku gijutsu* 民俗技術. La catégorie « ensemble de bâtiments traditionnels » veut permettre de désigner, au-delà d'édifices particuliers, tout un ensemble de bâtiments dans un environnement remarquable de par son caractère historique. « Techniques de restauration et de conservation des biens culturels » a pour objectif la préservation de techniques et de savoir-faire nécessaires à la restauration du patrimoine culturel artistique, artisanal ou architectural. « Bien culturel matériel classé » permet de prendre en compte du patrimoine tangible (en particulier architectural) qui était mal couvert par les dispositions précédentes. Il vise à faciliter l'enregistrement du patrimoine et sa conservation par le propriétaire lui-même. « Savoir-faire populaire » s'applique à des techniques uniques transmises au sein du peuple, des procédés autochtones de forage de puits par exemple. Pour la notion de « paysage culturel », voir la section II-2 ci-dessous. Sur toutes ces définitions, voir les explications très complètes d'Inada Takashi dans ce numéro.

11. C'est aujourd'hui l'agence de la Culture qui gère le système de protection du patrimoine culturel. Voir son site, www.bunka.go.jp.

12. Pour ce que renferme la notion de « World Heritage » voir le site de l'Unesco, <http://whc.unesco.org>.

13. Voir la section III-2 de cet article.

agricole mondial » de la FAO¹⁴, « Géoparc mondial¹⁵ »... L'intérêt pour les différents systèmes de protection du patrimoine qui chapeautent le « monde » va grandissant, et la tendance est de plus en plus forte, chez les citoyens comme chez les administratifs, à chercher à faire connaître son patrimoine particulier au monde entier.

Il y a sans doute lieu de se féliciter de l'intérêt accru que suscite le patrimoine. Pourtant, si cet intérêt se résume finalement au développement du tourisme à l'occasion d'un classement, il y a alors un dévoiement des objectifs fondamentaux du système de conservation du patrimoine dont on a déjà pu constater des exemples (Iwamoto 2013, Sataki 2009, Nakamura 2006). Les motivations pour la reconnaissance comme patrimoine connaissent par ailleurs des degrés variables, les différences suscitant souvent des conflits au sein de la société. Comment répartir les bénéfices symboliques et financiers suscités par le classement au titre de patrimoine ? Sur qui faire reposer les coûts liés à la conservation et de quelle manière ? Cet ancien nouveau problème de la gestion du patrimoine rencontre de nouveaux développements sur la scène de la mondialisation.

Dans cet article, nous envisagerons ces questions en nous focalisant sur certaines coutumes liées à la riziculture, dont on a généralement fait le substrat de la culture nationale japonaise. Nous prendrons comme exemple le cas de ce « paysage culturel » que sont les rizières en terrasses¹⁶ du nord de la péninsule de Noto¹⁷, dans le département d'Ishikawa (fig. 1 et 2), et la fête « archaïque » de remerciement pour les récoltes qui s'est transmise dans cette région (*Ae no koto* ou « Fête de la réception ») (fig. 3). Nous nous appuierons sur cette analyse pour observer les évolutions de l'identité

14. « Globally Important Agricultural Heritage System », <http://www.fao.org/giahs/en/>.

15. À propos du Réseau mondial des géoparcs (Geopark Global Network), voir par exemple www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/earth-sciences/global-geoparks/.

16. *Tanada* 棚田 (« rizières en étagère ») ou *senmaida* 千枚田 (« mille rizières ») ; voir photographie 2. « Mille rizières » est une expression qui insiste sur le caractère fractionné de ce type de paysage. Le nombre n'est bien sûr pas à prendre au pied de la lettre.

17. Voir la carte (fig. 1). Cette péninsule, un cul-de-sac dans une région relativement éloignée des grands centres de production de la culture nationale, a régulièrement attiré l'intérêt des ethnologues japonais, qui y ont vu – éloignement géographique valant pour distance temporelle – un réservoir à reliquats permettant de remonter à des stades anciens de la culture japonaise.

culturelle dans le Japon contemporain, évolutions auxquelles contribue le système de conservation du patrimoine culturel, et la dynamique complexe – que nous appellerons « glocalisation » dans ce texte – selon laquelle le « global » vient finement interférer pour amener le « local » sur le devant de la scène¹⁸.

II. Les enjeux de la labellisation en « paysage culturel » : l'exemple des rizières en terrasses de Shiroyone

II-1 Autour de l'engouement pour les rizières en terrasses

Les années 1990 virent l'émergence d'un véritable engouement pour les rizières en terrasses¹⁹. « Paysage primordial des villages agricoles japonais », « monument à la mémoire du labeur des paysans japonais », « pyramides paysannes », « champs sacrés²⁰ »... les rizières en terrasses, affublées de jolies formules, firent soudain leur apparition dans les médias, les revues ou les albums de photographies (fig. 4). De nombreuses institutions se créèrent dans ce mouvement et l'on eut droit à un « Sommet des rizières en terrasses²¹ », étayé par l'institution d'une « Société d'étude des rizières en terrasses²² ». Emportées dans le courant de la mode pour les thérapies et les spiritualités douces (*healing*) que l'on connaissait depuis les années 1980, les rizières en terrasses apparurent comme un lieu symptomatique de la rencontre entre une « nature » généreuse et la « tradition ».

18. Nous nous inspirons sur le plan théorique plus particulièrement d'Appadurai (1996), Bhabha (1994), Clifford (1997) et Urry (1990).

19. Sur ce type de rizières au Japon voir Nakajima (1999).

20. *Sacred field*, en anglais dans le texte.

21. Tanada samitto 棚田サミット, sommet organisé par la Conférence nationale des rizières en terrasses (mille rizières) (*Zenkoku tanada (senmaida) renraku kyōgikai* 全国棚田(千枚田)連絡協議会), active à partir de 1995 et dont l'objectif est de réunir les responsables des municipalités possédant des rizières en terrasses ainsi que de favoriser leurs échanges dans le but d'en assurer la conservation et l'activité. Voir leur site (en japonais uniquement) : http://www.yukidaruma.or.jp/tanada/zt_presen.htm.

22. Fondée en 1999, la Rice Terrace Research Association (jap. Tanada gakkai 棚田学会) réunit des chercheurs issus de différentes disciplines et possédant un intérêt pour ce type de rizières ; <http://www.tanadagakkai.com> (en japonais).

Fig. 1
Localisation des Mille rizières de Shiroyone,
région de Noto, département d'Ishikawa.

Fig. 2
Le paysage des Mille rizières de Shiroyone
(septembre 2003, photo de l'auteur).

Fig. 3
Cérémonie de l'Ae no koto,
décembre 2002,
Mille rizières de Shiroyone
(photo de l'auteur).

Fig. 4
« Les rizières en terrasses :
un bon riz dans un beau
paysage ».
(Couverture de la revue *Sarai*,
20 déc. 2001)

À bien y regarder toutefois, ce phénomène ne manquait pas d'être surprenant. Le territoire japonais étant composé aux trois-quarts de montagnes, les rizières en terrasses devaient représenter un paysage somme toute commun. Quelles étaient donc les raisons d'une focalisation contemporaine si soudaine ?

Ceci nous semble être la conséquence d'une réorganisation drastique provoquée par la mondialisation de la politique, de l'économie et de la culture. Ou, pour être plus précis, de la propagation de « mesures culturelles » et de « mesures environnementales ». Pour le dire plus clairement : du « patrimoine mondial » et de l'OMC.

Quelle est donc l'influence concrète de ce contexte sur les sociétés locales qui possédaient des rizières en terrasses ? C'est ce que nous aimerions montrer avec l'exemple des « Mille rizières de Shiroyone » (*Shiroyone no sen-maida* 白米の千枚田) de la commune de Wajima 輪島, dans le département d'Ishikawa. Nous vérifierons d'abord l'impact des deux facteurs de globalisation que sont le « World Heritage » et l'OMC sur les mesures prises à l'intérieur du Japon, puis nous analyserons successivement les changements que cela impliqua dans les politiques locales et leurs applications sur les territoires. L'objectif de cet article est de considérer de façon critique la mise en place récente des mesures environnementales et culturelles observables dans le contexte du « boom des rizières en terrasses ».

II-2 Patrimoine mondial et « paysage culturel »

Le « patrimoine mondial » est, on le sait, un système qui se fonde sur la Convention du patrimoine mondial adoptée lors de la dix-septième conférence générale de l'Unesco en 1972 (« Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel » ; Matsuura 2008, Sataki 2009). Si le Japon mit vingt ans à rejoindre la liste des pays signataires, en 1992, ce n'est pas sans raison valable. Les dispositifs relatifs au patrimoine mondial reposaient en effet jusqu'alors sur des concepts de patrimoine culturel occidental-centrés. Il fallut attendre le début des années 1990 pour que s'organise un mouvement – tout d'abord hésitant – qui cherche à dépasser ces conceptions occidentalistes et à établir un système qui corresponde

vraiment à l'appellation de « patrimoine mondial ». C'est de ce processus qu'émergea le concept de « paysage culturel²³ ».

Celui-ci fut introduit en 1992, lors de la seizième réunion du Comité du patrimoine mondial à Santa Fe (USA)²⁴. Le patrimoine classé selon la définition en cours jusqu'alors donnait la part belle à des sites occidentaux et relevait de façon criante avant tout du patrimoine culturel. Des voix s'élevèrent pour faire remarquer que l'opposition entre nature et culture était issue d'une pensée occidentale qui n'était pas forcément universelle et qu'il y avait nécessité, plutôt que de scinder l'héritage mondial en patrimoine naturel et culturel, à le considérer comme une production relevant des nombreuses actions de l'être humain envers la nature. Cette réflexion permettait l'introduction du concept de « paysage culturel ». La notion de patrimoine échappa ainsi à une occidentalisation restrictive et des artefacts qui, jusqu'alors, n'avaient pu être considérés, acquirent la possibilité d'être saisis dans le cadre du « patrimoine mondial ». L'ensemble des rizières en terrasses des cordillères philippines, inscrit au patrimoine mondial en 1995, en est un exemple²⁵.

Sous l'influence de ce changement mondial, les objets de la conservation patrimoniale au Japon même connurent une extension et une complexification notables. L'agence de la Culture mit en place, en 2000, un Comité préparatoire pour la protection, l'aménagement et la gestion des paysages culturels issus des activités liées à l'agriculture, à l'exploitation de la forêt et à la pêche qui engagea de nombreuses recherches, effectuées par des spécialistes. Les résultats furent synthétisés dans un livre blanc en 2003²⁶. Ces travaux menèrent, en mai 2004, lors de la 159^e session ordinaire de la Diète, à la révision de la loi de Protection des biens culturels afin d'intégrer la nouvelle catégorie de « paysage culturel ». Celui-ci était alors défini comme

23. *Cultural landscape*. Un « paysage culturel » doit être représentatif d'une région du monde. « Œuvres conjuguées de l'être humain et de la nature, ils expriment une longue et intime relation des peuples avec leur environnement » ; <http://whc.unesco.org/fr/PaysagesCulturels>.

24. Documents consultables sur la page <http://whc.unesco.org/fr/sessions/16COM>.

25. Voir <http://whc.unesco.org/fr/list/722/>.

26. http://warp.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/286898/www.bunka.go.jp/bunkazai/shurui/keikan_hogo.html, publié plus tard au format papier : Bunkachō bunkazai-bu kinenbutsu-ka (2005).

suit (Article 2, clause 1-5) : « zone paysagère formée par les activités quotidiennes ou les activités de production de la population locale, ainsi que par le milieu naturel propre à cette localité, et qu'il n'est pas possible d'ignorer sous peine de ne pas comprendre la vie et les activités de production du peuple²⁷. »

Il faut bien le dire, la cible principale de la révision de cette loi était les rizières en terrasses. Les enquêtes préparatoires à la révision avaient étudié 502 zones paysagères, parmi lesquelles les « paysages de rizières irriguées » étaient les plus nombreux (plus d'un quart des enquêtes). Or 80 % des rizières irriguées pouvaient se rattacher, d'une façon ou d'une autre, à un système de rizières en terrasses (Bunkachō bunkazai-bu kinenbutsu-ka 2005). Avant même la révision de la loi d'ailleurs, les rizières en terrasses avaient commencé à faire l'objet d'une conservation au titre de « monument ». En 1999, les mille rizières connues sous le nom de Tagoto no tsuki 田毎の月, dans la commune de Chikuma, département de Nagano, avaient été désignées comme « site remarquable » (*meishō* 名勝) du Japon²⁸.

Les « rizières en terrasses » devenaient ainsi le « paysage culturel » représentatif du Japon.

II-3 OMC et « fonctions multiples »

Il ne faudrait pas oublier ici l'importance décisive de l'Organisation Mondiale du Commerce. L'OMC, issue de l'Uruguay Round du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) en 1995, ne s'occupe en effet pas seulement de réduire les tarifs douaniers, mais pousse activement à l'abolition des protections non tarifaires, à commencer par les limitations des importations des produits agricoles ou les aides pour soutenir les prix. C'est à ce titre qu'elle contraint les politiques agricoles japonaises – dont la logique essentielle était la mise en place de systèmes d'aide de toutes sortes – à un renversement fondamental (Teruoka 2003).

27. <http://law.e-gov.go.jp/htmldata/S25/S25HO214.html>.

28. <http://bunka.nii.ac.jp/SearchDetail.do?heritageld=140024>. Il s'agit de petites rizières construites sur les flancs de la vallée et dont chacune reflète la lune lorsqu'elles sont en eau, d'où ce nom de Tagoto no tsuki : « la lune dans chaque rizière ».

La Loi fondamentale sur l'alimentation, l'agriculture et les villages agricoles, promulguée le 16 juillet 1999²⁹, présentait un changement radical dans la politique agricole, fondée jusqu'alors sur la Loi fondamentale sur l'agriculture de 1961³⁰. Son troisième article (« Démonstration de la multifonctionnalité ») expliquait : « Conservation du territoire, gestion des ressources en eau, protection de l'environnement naturel, formation d'un paysage appréciable, transmission de la culture... Considérant leur efficacité dans la stabilisation de la vie et des conditions économiques de nos concitoyens, il s'agit de développer dans l'avenir, de façon adéquate et suffisante, les fonctions multiples des activités quotidiennes liées à l'agriculture dans les villages agricoles, au-delà de leur seul rôle de distribution des produits alimentaires et autres productions agricoles. » La politique agricole dépassait désormais le cadre des mesures agricoles et annonçait son intérêt pour des mesures environnementales et culturelles.

À l'arrière plan de ce changement, s'entrevoit un calcul assez clair du pouvoir politique conservateur : jugeant que la politique classique de soutien à la production agricole devenait difficile depuis l'instauration de l'OMC, il s'agissait pour le gouvernement, d'une part, de mettre en place un système d'aide aux territoires agricoles en faisant le détour par la « culture » et l'« environnement ». D'autre part, il répondait de la sorte à la pression politique du monde du shintō qui chante les louanges de l'environnement physique et culturel des villages agricoles et veut en faire le « paysage primordial du Japon » (Iwamoto 2007).

Or, ce qui a été mis en avant dans ce contexte, ce sont les rizières en terrasses. Celles-ci avaient pourtant tout d'abord été, pour les politiques agricoles précédentes soucieuses de réduire les surfaces cultivées afin de maintenir le prix du riz³¹, le symbole d'une production agricole non rationnelle et ne semblaient pouvoir faire l'objet que de politiques d'amélioration du plan d'occupation des sols. Avec la mise en place de l'OMC et le basculement des politiques agricoles vers la culture et l'environnement, les

29. Shokuryō, nōgyō, nōson kihon-hō 食糧・農業・農村基本法.

<http://law.e-gov.go.jp/htmldata/H11/H11HO106.html>.

30. *Nōgyō kihon-hō* 農業基本法 <http://www.houko.com/00/01/S36/127.HTM>.

31. Politique agricole nationale soucieuse de pallier la surproduction en riz. Elle fut particulièrement coercitive à la fin des années 1960.

rizières en terrasses apparurent soudain comme des cibles idéales pour les politiques de protection. En 1995 fut donc créée, par les municipalités qui possédaient des rizières en terrasses mais avec le soutien du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, la Conférence nationale des rizières en terrasses évoquée plus haut, qui ouvrit son premier sommet la même année. Le même ministère instaura, en 1997, un Comité d'enquête spécialisé sur les rizières en terrasses³² chargé d'analyser les « fonctions multiples » de ces rizières, et publia en 1999, une « Sélection des cent plus beaux ensembles de rizières en terrasses du Japon³³ ». Les années 2000 virent la création d'un « système de soutien direct aux zones de montagne » qui permit la distribution de subventions pour les rizières en terrasses par un soutien financier accordé aux cultivateurs³⁴.

Les « rizières en terrasses », devenues symboles de la « multifonctionnalité », étaient placées ainsi en première ligne de la nouvelle politique agricole.

II-4 Les Mille rizières de Shiroyone

Situé sur la commune de Wajima, à 8 km à l'est du centre de la petite ville, dont il dépend administrativement, Shiroyone est un village agricole de dix-neuf foyers qui fait face à la mer du Japon³⁵. On y compte plus de 2 000 rizières établies, sur une surface de 1,2 hectare, au flanc des pentes raides de la falaise qui domine la mer. La surface moyenne d'une parcelle est de 4,8 m², plus de la moitié d'entre elles ne dépassant pas un mètre de largeur. La difficulté de l'automatisation des tâches du fait de la petitesse

32. Tanada ni kansuru chōsa no tame no senmon iinkai 棚田に関する調査のための専門委員会.

33. « Nihon no tanada hyakusen 日本の棚田百選 », <http://www.acres.or.jp/Acres20030602/tanada/index.htm>.

34. *Chūsan kan chiiki tō chokusetsu shiharai seido* 中山間地域等直接支払制度. Cf. http://www.maff.go.jp/j/nousin/tyusan/siharai_seido/, où il est expliqué que les zones montagneuses (*chūsan kan chiiki*), définies comme tout ce qui s'élève au-dessus des limites des plaines, s'étendent sur 73 % du territoire japonais, sont cultivées sur 40 % de leur surface, accueillent 44 % des familles d'agriculteurs et 52 % des villages agricoles, et représentent 35 % de la production agricole totale au Japon.

35. Les informations qui suivent sur les rizières de Shiroyone sont issues de notre travail d'enquête.

des champs, la dureté du travail sur des pentes aussi prononcées, la pénurie de main-d'œuvre consécutive à l'exode rural et au vieillissement de la population ont confronté les mille rizières de Shiroyone à une crise qui mena à leur délabrement dès les années 1960.

La prise de conscience du très fort risque de destruction de ces rizières survint en 1970, lorsque commença à être élaboré un programme de protection des rizières en tant que ressources touristiques. 1970 est l'année de la campagne « Discover Japan » menée par la compagnie des chemins de fer nationaux³⁶, campagne qui entraîna précisément Wajima dans son mouvement et en fit une zone touristique pionnière. La protection des Mille rizières débuta dans ce contexte et c'est à partir de ces années-là que fut mis en place un système d'« aide à l'exploitation agricole » au titre d'« action de protection des ressources touristiques ». En 1990 fut ouvert un centre touristique, accessible par la route nationale 249 qui traverse les Mille rizières, le Mini-parc des Mille rizières (Senmaida Pocket Park). Celui-ci offre aux touristes venus découvrir les rizières les services nécessaires (restaurant, toillettes, boutique de souvenirs...). Les recettes de la location de l'espace aux différents commerces sont utilisées pour la protection des rizières.

Tels sont les différents dispositifs de protection. Pourtant, le manque de main-d'œuvre reste un problème sérieux. L'exploitation des rizières dépend depuis une dizaine d'années maintenant de bénévoles, qui tentent de maintenir, tant bien que mal année après année, une activité agricole (fig. 5).

II-5 Un repiquage du riz « global »

Le 16 mai 1999, les Mille rizières de Shiroyone étaient envahies par des personnes peu habituées des lieux : le prince Norihito de Takamado (Takamado no miya Norihito shinnō 高円宮憲仁親王), Theodore Oben, directeur du département de la communication et des relations publiques du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP), des ambassadeurs et des diplomates de 37 pays ainsi que leurs familles... plus de 100 visiteurs venus de l'étranger et 1 000 résidents au Japon se retrouvaient pour le repiquage du riz (fig. 6). Cette scène de la « Fête du repiquage du riz » prenait place dans le cadre du Come-Come Rice Forum for Global

36. Voir, à ce propos, Nomura (2011).

Fig. 5
Lycéennes locales aidant bénévolement à la moisson dans les Mille rizières
(septembre 2002, photo de l'auteur).

Fig. 6
Personnes venues de tous les horizons pour participer, tout comme le prince Norihito no
Takamado, au repiquage du riz dans les Mille rizières (mai 1999).

Environnement in Wajima, sponsorisé par la Foundation for Global Peace and Environment et la ville de Wajima³⁷.

Créée en 1991, la Foundation for Global Peace and Environment a pour objectif de « laisser aux générations futures une planète belle et en paix ». Elle coopère avec l'UNEP et les collectivités locales afin de monter des opérations de sensibilisation et d'éducation aux problèmes environnementaux. Elle organise donc le Come-Come Rice Forum for Global Environment, dont le thème principal est : « au ^{xxi}^e siècle, le riz sauvera le monde ». C'est elle qui sélectionna les Mille rizières de Shiroyone comme lieu inaugural et porta le projet à la ville de Wajima. Elle parvint par la suite à obtenir le soutien de très nombreuses institutions pour mener à bien le projet du forum, dont l'UNEP, le ministère de l'Agriculture, de la Forêt et de la Pêche, le ministère de l'Intérieur, l'agence de l'Environnement, le ministère des Affaires étrangères, le ministère de l'Aménagement du territoire.

Les Mille rizières servirent de scène à deux événements : le repiquage du riz et la moisson. Comme on le comprend à la présence du directeur de la communication des Nations Unies, des ambassadeurs en poste au Japon et des nombreux diplomates, ces deux moments étaient pensés comme une vitrine de l'agriculture japonaise en direction de l'international. Repiquage du riz effectué par des lycéennes locales déguisées en repiqueuses traditionnelles (*saotome* 早乙女), concours de la plus belle rizière – chaque ambassade repiquant une parcelle réservée à son pays – de nombreuses activités avaient été prévues pour attirer l'attention et promouvoir la « culture du riz au Japon ». La récolte fut par la suite offerte à l'ambassade de Turquie pour venir en aide aux victimes du tremblement de terre qui avait ébranlé le pays. L'ambassadeur de Turquie déclara à cette occasion : « C'est la première fois que je participe au fauchage du riz. C'est une expérience intéressante et très excitante. Notre pays a connu de sévères dommages et j'aimerais remercier les Japonais pour leur amicale attention³⁸. » On peut donc considérer que le Forum, qui cherchait à promouvoir l'agriculture et la culture japonaises

37. *Chikyū kankyō kome kome Forum in Wajima* 地球環境米米フォーラムin輪島, sponsorisé donc par la fondation japonaise Chikyū kankyō heiwa zaidan 地球環境平和財団, dont les activités sont précisées sur le site <http://fgpe.net>. Sur le forum, voir plus précisément <http://www.fgpe.net/activity/world/kome/index2.html>.

38. *Hokuriku Chūnichi shinbun*, édition du matin, 12 septembre 1999.

en faisant expérimenter le repiquage et la moisson du riz dans les Mille rizières, fut un succès. L'un des participants nous confia que le Forum était en quelque sorte le « porte-parole des mesures gouvernementales ». Les Mille rizières de Shiroyone étaient ainsi la scène d'une politique globale faisant au monde la promotion des particularités de l'agriculture japonaise.

II-6 Des événements nationaux

L'année 2000 fut également marquée par d'intenses visites aux Mille rizières. La ville de Wajima monta à cette fin une « Grande opération de promotion nationale de la vie traditionnelle, de la culture et de la riche nature de la région du nord de la péninsule de Noto ». L'événement qui fit le plus de bruit fut la « cérémonie de mariage des Mille rizières ». Une célébration de mariage fut en effet organisée le 23 septembre dans les Mille rizières, alors que celles-ci débordaient des épis automnaux. Trois couples avaient été sélectionnés suite à un appel public rédigé de la sorte : « Vous qui allez bientôt vous marier, ne feriez-vous pas une cérémonie en un lieu qui restera dans vos mémoires, bénis par la divinité de la rizière des Mille rizières ? Nous vous proposons de fêter le démarrage de votre vie à deux dans les rizières en terrasses à l'heure de la moisson automnale. » Le mariage était ainsi béni par rien de moins que la « divinité de la rizière »...

Pour la cérémonie, on avait prévu de ressusciter le rituel traditionnel du mariage dans la région de Noto. Mené par le chef du district de Shiroyone habillé d'un pantalon large (*hakama*) et d'une veste (*haori*) comme les notables d'Edo, le cortège de la mariée s'avança au milieu des Mille rizières jusqu'à l'endroit prévu pour la cérémonie. La célébration religieuse – suivant un cérémonial des rizières ? – pouvait enfin commencer. Le maire de Wajima et son épouse jouaient le rôle d'intermédiaires (*nakōdo*) entre les futurs époux. L'assistance était composée de la famille et des amis des époux, des villageois de Shiroyone, des bénévoles rassemblés pour la moisson du riz, ainsi que de touristes photographes amateurs. Le premier geste en commun des nouveaux époux n'était pas la classique découpe du gâteau de mariage, mais... le fauchage d'épis des Mille rizières (fig. 7 et 8).

C'est avec de tels événements que la promotion des rizières s'est faite. En 2001, les Mille rizières de Shiroyone furent désignées « site célèbre national » (*kuni no meishō* 国の名勝) et accueillirent le 7^e Sommet national des rizières en terrasses (mille rizières). La renommée des Mille rizières s'en est

trouvée encore augmentée. Il serait pourtant hasardeux, en tout cas en l'état actuel des choses, de penser que cette notoriété a mené à un accroissement du nombre des visiteurs, qu'elle a permis aux exploitants agricoles d'affermir leur entreprise ou a assuré la protection des rizières en restanques. Le chemin, comme naguère, s'avère difficile.

II-7 Raconter le village

La réorganisation du contexte mondial a entraîné un remaniement des systèmes nationaux, tant sur le plan de la politique agricole que sur celui de l'administration du tourisme ou des mesures de protection du patrimoine culturel. Quelles sont donc les perspectives des populations locales prises dans les méandres de ces changements ? Il faut évoquer ici celui qui joue le rôle de « conteur » du village, ou plutôt qui s'est donné pour tâche de le raconter, Ushima Satoshi 鷗嶋智.

Ushima est, parmi ceux qui cultivent les Mille rizières, l'agriculteur qui en exploite la plus grande surface. Il se lève le matin plus tôt que tout le monde pour rejoindre les champs et c'est certainement lui qui y reste le plus longtemps. En réalité pourtant – confie sa famille inquiète – il aurait plutôt tendance à faire des pauses durant le travail agricole et à passer plus de temps à discuter avec ceux qui viennent visiter les rizières qu'à vraiment travailler.

Nombreux sont en effet les visiteurs qui entrent en contact avec M. Ushima (fig. 9). Lors de la Fête du repiquage, le prince Norihito de Takamado replanta le riz dans le champ de M. Ushima. Quand l'émission du programme de tourisme vert « Re-découvrons les produits naturels du Japon. Vive le retour à la nature³⁹ ! » se rendit aux Mille rizières, c'est avec M. Ushima que les vedettes Adachi Yumi et Watanabe Tōru moissonnèrent le riz et mangèrent une fois le travail au champ terminé. Dans la pièce de réception de sa maison, la photo du prince impérial et l'autographe de la starlette font d'ailleurs bon ménage sur l'armoire⁴⁰.

39. *Nippon sai hakken. Sō da, shizen ni kaerō* につぽん菜発見—そうだ、自然に帰ろう, diffusé en octobre 2003.

40. Adachi Yumi a souvent joué des rôles un peu sulfureux et est par ailleurs connue pour ses photos peu habillée. Le contraste avec le très respectable prince impérial offre

Fig. 7

Cérémonie de mariage dans les Mille rizières. Le nouveau départ dans la vie se célèbre par un fauchage du riz.

(septembre 2002, photo de l'auteur)

Fig. 8

Photographes amateurs entourant les nouveaux couples.

(septembre 2002, photo de l'auteur).

Quand on l'interroge, M. Ushima le dit sans détour : cultiver les Mille rizières, c'est pour le « paysage ». « Ce qui importe, pour les Mille rizières, c'est qu'on y trouve du riz sur pied. Pour le riz à récolter, j'ai d'autres rizières ». Il n'a d'ailleurs pas hésité à disposer les plants de telle sorte qu'ils dessinent un cœur. C'est toujours joli sur les photos (fig. 10).

M. Ushima considère ainsi que travailler le paysage des rizières en terrasses et attirer de nombreux visiteurs est positif pour Shiroyone. En pleine saison touristique, en été, les grands-mères locales qui tiennent les échoppes en plein air peuvent, quand les affaires vont bien, récolter 100 000 yens en une demi-journée. Qu'un commerce si florissant puisse avoir lieu dans la péninsule de Noto, où les possibilités de travail ne sont pas si grandes, c'est bien grâce aux Mille rizières. Il y a certes quelques critiques de la part des fonctionnaires têtus de l'agence de la Culture, du département ou de la ville. Mais c'est en prenant en compte du moins en partie les conditions qui font de Shiroyone un paysage culturel que M. Ushima vit chaque jour dans et de ces rizières en terrasses.

II-8 Le « Plan de gestion de la protection »

M. Ushima paraît un exemple typique d'« objectivation de la culture » (*bunka no kyakutaika* 文化の客体化 ; Ōta 1993) : la structure globale impose des manifestations au milieu local ; les individus locaux qui se voient imposer de l'extérieur ces manifestations les objectivent ensuite selon leur propre contexte et intègrent à la fois la pression hégémonique et un certain « savoir-faire pour s'en sortir »... Malheureusement pourtant, il ne semble pas que l'on puisse conclure sur ce *happy end*. Un « Plan de gestion de la protection » est tapis dans l'ombre, source d'ennuis certains.

Suite au classement des rizières au titre de patrimoine, un comité réunissant administratifs, locaux et spécialistes fut créé. Après deux ans d'enquêtes et d'examen, celui-ci établit, en 2003, un « Plan de gestion de la protection du site remarquable des Mille rizières de Shiroyone » (Wajima-shi 2003). Ce plan s'inspirait de ce qui avait été fait pour les rizières de Tagoto no tsuki, dans la ville de Chikuma, département de Nagano, site remarquable

Fig. 9

M. Ushima, interviewé dans une émission de la télévision locale.

(mai 2003, photo de l'auteur)

Fig. 10

Plants de riz disposés en cœur, pour les photos.

(mai 2003, photo de l'auteur)

dont nous avons parlé précédemment. En conséquence, l'aire désignée et ses alentours connurent un zonage selon 4 degrés, du degré 1 (zone d'élimination systématique de tout changement contemporain afin d'assurer « le maintien actif » des « formes de production agricole traditionnelles ») au degré 4 (zone où, tout en gérant le paysage qu'elles offrent, des mesures pour la protection et l'activité des Mille rizières doivent être envisagées), chaque degré faisant l'objet de mesures spécifiques.

Le problème est que ce zonage ne correspond pas forcément à la compréhension que les locaux ont de ce que sont les « rizières en terrasses », compréhension qui d'ailleurs peut différer selon les individus. « Ils ont désigné un endroit qui n'est pas une rizière en terrasse » ; « Ils ont désigné cet endroit-là, mais pas celui-ci qui le méritait tout autant ». Telles sont les critiques que l'on peut entendre. Or, le zonage ne décide pas seulement de la possibilité ou de l'interdiction de changements. Il définit aussi la distribution des subventions. Ne pas parvenir à établir une adhésion claire des populations locales sur le découpage risque grandement de compromettre, nous semble-t-il, l'avenir de la protection et de l'activité dans la zone.

II-9 Le paysage dans les mémoires

Un après-midi d'automne en fin de saison touristique, une grand-mère, vendeuse esseulée d'un magasin de souvenirs désormais peu fréquenté, se mit à me parler des changements du paysage du village. Elle me dit qu'autrefois, chaque rizière était beaucoup plus étroite qu'aujourd'hui. Que lorsqu'on avait construit la nouvelle route nationale, qui jadis passait beaucoup plus bas, on avait déplacé les tombes du village sur le plateau où elles se trouvent aujourd'hui. Qu'avant qu'on ne replante les arbres qui se dressent maintenant sur la montagne, les rizières grimpaient jusqu'au sommet. Que de l'autre côté de la montagne venaient, les soirs de la fête d'automne, de gigantesques lanternes de papier de plusieurs mètres de haut⁴¹ qui créaient une atmosphère féérique. Et puis aussi qu'avant qu'on établisse la route agricole, outils comme récoltes étaient transportés à dos

41. *Kiriko dōrō* キリコ灯籠. L'apparition de ces lanternes lors des fêtes d'été et d'automne est en effet célèbre dans les différentes localités de la péninsule de Noto. <http://ja.wikipedia.org/wiki/能登キリコ祭り>.

d'homme et que jamais personne n'allait aux champs sans quelque fardeau sur ses épaules... « Qui aurait eu le loisir alors de contempler les rizières en terrasses ? » Voilà ce que me raconta cette vieille dame en regardant au loin les rizières moissonnées.

C'est une évidence, mais les rizières que les touristes viennent admirer ne sont pas du tout les rizières que voient les villageois. Le paysage des villageois ne se résume pas aux grands concepts utilisés par les visiteurs, de type « beauté », « nature » ou « tradition ». C'est un paysage qui a été sculpté par les souvenirs très physiques, que l'on pourrait dire charnels, du village, de la famille, mais aussi de chaque individu, un paysage composé des sédiments du temps. On comprend que pour ceux qui connaissent leurs transformations, faire de l'état actuel des rizières leur forme fixe et définitive n'apparaisse pas forcément comme une nécessité absolue. L'idée même de « beauté » des rizières relève d'ailleurs sans doute d'une perception complètement nouvelle, que les villageois sont en train de s'approprier.

Depuis l'ouverture du Mini-Parc, le nombre de visiteurs qui arrêtent leur voiture en cet endroit, où d'habitude ils ne faisaient que passer, pour contempler le paysage, a fait un bond. Leur pause ne dépasse jamais, en réalité, plus d'une heure – même pour les plus longue – et se limite plutôt en général à une dizaine de minutes. Ils apprécient un instant la beauté géométrique des Mille rizières au-dessus de la mer du Japon, prennent une photo souvenir, regardent de haut les produits proposés à la vente (sans acheter beaucoup), puis repartent vers une nouvelle destination. Percevoir, en si peu de temps, l'accumulation du temps dans les rizières en terrasses est pour eux difficile, pour ne pas dire impossible.

La différence des regards portés sur les rizières par les visiteurs et les locaux s'avère ainsi immense.

II-10 Pour dépasser un « agriculturalisme cosmétique »

Nous avons vu ci-dessus comment les réorganisations suscitées par le Patrimoine mondial et l'OMC avaient influencé la catégorie de « paysage culturel » dont les rizières en terrasses étaient devenues les exemples japonais représentatifs. Nous avons tenté de décrire brièvement les pratiques locales qui avaient été impulsées dans ce contexte global. Nous aimerions maintenant évoquer quelques souhaits pour l'avenir.

L'intérêt croissant que nous avons décrit pour l'agriculture et les villages agricoles traditionnels au Japon, dont les rizières en terrasses et leur environnement paraissent le meilleur exemple, se développe alors que problèmes environnementaux, suffisance alimentaire ou destruction des traditions sont des questions de plus en plus brûlantes, pour ne parler que des principales. Ceci n'est pas en soi condamnable. On peut penser, à l'inverse, qu'à l'heure où la remise en question d'une agriculture planifiée, indifférente aux multiples dimensions de l'environnement, se fait plus forte, la poursuite – réfléchie – de l'agriculture traditionnelle paraîtra une solution de plus en plus attirante.

Une réflexion critique est pourtant nécessaire. Il y aurait grand danger en effet à ce que la société locale continue de supporter le fardeau que représentent ces concepts de « beauté », de « nature » et de « tradition », censés fixer, sans critiques et sans conditions préalables, ce que doit être cette agriculture traditionnelle, mais dissimulant dans ce processus de retour à un état ancien toutes sortes d'arguments qui relèvent de la politique. Les discours portant sur l'agriculture dans le Japon d'aujourd'hui nous semblent pourtant tous, à un degré ou à un autre, liés à cette pathologie, qu'on pourrait définir comme relevant d'un « agriculturalisme cosmétique » ou « superficiel⁴² ».

Celui-ci se compose de déclarations d'ordre général sur l'importance de l'agriculture et de la ruralité dans la préservation de l'environnement naturel et de la culture traditionnelle, mais en réalité, il dissimule à coups de sommations générales, cosmétiques et superficielles le problème concret de l'exode et du vieillissement des sociétés rurales sur lesquelles repose la production agricole. Or, il est clair que ces déclarations générales n'ont pas la force de résoudre les problèmes actuels des sociétés locales. Il faut, à l'inverse de ces procédés, commencer tout d'abord par recueillir les différentes perspectives et avis à l'œuvre dans les sociétés locales, qui sont loin d'être monolithiques, et considérer avec soin ce qui les fonde. Il est à parier que la portée de cette réflexion ne se limitera pas alors à n'avoir qu'une portée locale, mais comportera inévitablement des dimensions nationales et globales. Telle est en effet la réalité du monde actuel avec l'avancée de la mondialisation.

42. « *Cosmetic Agriculturalism* » ; voir Kikuchi (2007).

Le 21 mai 2006, à la veille de l'accomplissement de son mandat, le Premier ministre Koizumi Jun.ichirō, entièrement préoccupé par l'idée d'un « voyage de fin de règne », vint rendre une visite de courtoisie à l'ancien Premier ministre Mori Yoshirō qui l'avait soutenu dans son accession à son poste, dans la circonscription électorale de ce dernier, dans le département d'Ishikawa. Il ne manqua pas, au passage, de venir saluer les Mille rizières de Shiroyone⁴³. Il laissa à cette occasion l'un de ces commentaires à la fois viril et irresponsable dont il a le secret : « C'est le paysage ! Le paysage ! » Puis : « Même s'il l'on n'y fait plus de riz, il nous faut préserver ce paysage ! »

III. Enjeux de la labellisation « Patrimoine culturel mondial » de l'Unesco : l'exemple de la fête Ae no koto de la péninsule de Noto

III-1 La fête de la réception

Chaque année a lieu, dans différentes localités de la péninsule de Noto, un rite appelé « Fête de la réception » (Ae no koto)⁴⁴. Le 5 du douzième mois⁴⁵, le chef de foyer de l'exploitation agricole va accueillir la divinité de la rizière dans ses champs ; il lui fait prendre un bain, lui offre un repas et la remercie pour les récoltes de l'année. Quatre mois plus tard, le 9 du deuxième mois, après avoir régala la divinité d'une façon similaire, il la raccompagne aux champs et lui demande de lui assurer une bonne récolte à l'automne⁴⁶. Ces rites, liés aux croyances d'un peuple de riziculteurs, sont bien connus et ont été interprétés, du fait de leur caractère archaïque et de

43. *Hokkoku shinbun* 北國新聞, 22 mai 2006.

44. Littéralement « fête / rite » (*koto*) du « banquet offert », ou de la « réception » (*ae*). Ae désignerait à la fois la préparation de nourriture et de boissons dans l'objectif de les offrir à un invité, et ces offrandes elles-mêmes (Nishitsuno 1958).

45. Fixé au 5 décembre actuellement.

46. Sur la logique de ce système, voir par exemple en français, Butel (1999), http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ebisu_1340-3656_1999_num_20_1_1015.

leur rusticité, comme l'expression populaire du rituel impérial de « gustation des prémices⁴⁷ ».

Quoique de caractère archaïque et rustique, ces rituels de la fête de l'Ae n'en sont pas moins effectués par des personnes qui vivent dans le même temps que nous, avec nous et, par bien des aspects, sont partie prenante de la construction du « contemporain ». S'ils attirent la curiosité des chercheurs et des médias qui viennent les observer, ils laissent aussi entrevoir le délitement de l'agriculture et paraissent *a priori* peu propices à l'exploitation touristique. Les négociations ininterrompues entre dépositaires des rites et spectateurs extérieurs, les conditions politiques, économiques, sociales et culturelles dans lesquelles ces négociations sont entreprises, ont poussé le rituel à connaître des changements, parfois sur le long terme, parfois rapidement de façon drastique. J'ai essayé dans mon livre *Yanagita Kunio et l'ère moderne des études folkloriques. La fête de l'Ae du nord de la péninsule de Noto au XX^e siècle* (Kikuchi 2001), d'analyser les évolutions de cette « gustation des prémices populaire », évolutions qui me paraissent indissociables de la « modernité ».

Depuis plusieurs années, ces rites sont pris dans un nouveau mouvement, qui a mené à leur classement en tant que Patrimoine culturel immatériel de l'Unesco en 2009. Le système de protection du patrimoine culturel immatériel, fondé sur la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (adoptée en 2003, entrée en vigueur en 2006), pourrait être vu comme la « version immatérielle » du déjà bien établi patrimoine mondial de l'Unesco. Il comporte toutefois ponctuellement de nombreuses et importantes différences dans sa disposition et son influence. Ses conséquences restent encore en grande partie à évaluer. L'analyse de la fête de l'Ae, propulsée soudainement sur la scène mondiale en tant que culture représentative du « Japon », permet d'en dessiner l'itinéraire. Celui-ci offre un objet de réflexion édifiant pour les domaines à la fois de l'étude du patrimoine – s'intéressant à la généalogie du patrimoine et à l'efficacité de sa conservation (Ishimori & Nishiyama 2001, Nishiyama 2004) –, de l'étude du tourisme – attachée aux dynamismes de la culture naissant dans le contexte de la touristification (Yamashita 2009, Urry 1990) – et de l'étude de la glocalisation, qui analyse les processus contradictoires d'homogénéisation et

47. *Niiname-sai*, ou *shinjō-sai* 新嘗祭, voir à ce propos en français Macé (1992).

de différenciation amenés par la mondialisation (Uesugi & Oikawa 2009, Oda 2010).

Dans cette section, nous passerons en revue ces différents thèmes afin de réfléchir à la situation actuelle du rituel de l'Ae, désormais Patrimoine culturel immatériel de l'Unesco.

III-2 Le Patrimoine culturel immatériel de l'Unesco

Rappelons ici les grandes lignes du système du Patrimoine culturel immatériel (nous nous appuyons sur Kunisue 2012, Matsuura 2008, Miyata 2007, 2008, 2010). Le contenu et les objectifs de ce dispositif sont précisés dans l'article 2 de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003)⁴⁸ :

On entend par « patrimoine culturel immatériel » les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire – ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés – que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel. Ce patrimoine culturel immatériel, transmis de génération en génération, est recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine. Aux fins de la présente Convention, seul sera pris en considération le patrimoine culturel immatériel conforme aux instruments internationaux existants relatifs aux droits de l'homme, ainsi qu'à l'exigence du respect mutuel entre communautés, groupes et individus, et d'un développement durable.

La convention trouve son origine dans le premier texte de la Convention pour la protection du patrimoine mondial de 1972, qui prévoyait de ne pas se limiter aux biens tangibles, mais de protéger également le patrimoine immatériel. Si cette disposition ne fut pas retenue dans le texte final, l'Unesco n'abandonnait pas ce projet pour autant, puisqu'elle tentait de le prendre en compte en établissant dans l'institution, en 1982, une section pour le patrimoine immatériel, une section intitulée en anglais « *Non physical heritage section* », qui prit en 1992 le nom qu'on lui connaît aujourd'hui

48. Cette traduction est le texte officiel français de la convention, tel que donné sur ce site : <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=fr&pg=00022>.

de « Section pour le patrimoine immatériel » (*Intangible heritage section*). Elle établit par ailleurs en 1982, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), les aspects du patrimoine immatériel relevant de la propriété intellectuelle⁴⁹.

L'Unesco ne manquait ainsi pas de dispositions pour l'immatériel. La mise en place d'un véritable système de protection fut accélérée dans le mouvement de la « stratégie globale⁵⁰ » qui voulait mieux prendre en compte la diversité culturelle du patrimoine à valeur universelle. En 1989, fut adoptée une « Recommandation sur la sauvegarde de la culture traditionnelle et populaire⁵¹ » qui constitua la première recommandation de l'Unesco pour la protection du patrimoine immatériel. Une recommandation n'ayant toutefois pas force de loi, contrairement à une convention, celle-ci se vit complétée par différentes propositions, à commencer par la suggestion faite par la Corée, en 1993, de mesures actives dans le cadre d'un système de protection des Trésors humains vivants⁵², qui donna naissance, en 1996, à la proposition des grandes lignes pour la mise en place du système des Trésors humains vivants. En 1997 fut organisée à Marrakech une Consultation internationale sur la préservation des espaces culturels populaires qui décida, à l'unanimité, l'introduction d'un système d'inscription sur une Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

C'est ainsi que fut adoptée, en 1998, la « Proclamation des chefs-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité » et qu'une première liste de 19 items fut annoncée en 2001. Du côté du Japon, le *nô* fut reconnu bien culturel important. Par la suite, une nouvelle liste fut publiée tous les

49. <http://www.wipo.int/portal/fr/index.html>, et plus précisément sur cette collaboration : <http://www.wipo.int/export/sites/www/tk/en/folklore/1982-folklore-model-provisions.pdf>.

50. Abréviation pour « Stratégie globale pour une Liste du patrimoine mondial équilibrée, représentative et crédible ». Rappelons le constat fait à l'époque : en 1994, vingt-deux ans après la signature de la Convention, sur les 410 biens inscrits, situés en grande majorité dans des pays développés et principalement en Europe, on comptait 304 sites culturels, mais seulement 90 sites naturels et 16 sites mixtes ; <http://whc.unesco.org/fr/strategieglobale/>.

51. http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=13141&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html.

52. Sur cette notion pour l'Unesco : <http://www.unesco.org/culture/ich/?pg=00061>.

deux ans. La seconde liste (2003) consacra le théâtre de poupées (*ningyō jōruri bunraku*), la troisième (2005) le kabuki.

La Convention sur le patrimoine immatériel est une version actualisée de cette Proclamation des chefs-d'œuvre. Elle entra en vigueur en 2006, ratifiée par plus d'une trentaine de pays membres de l'ONU. Une feuille de route fut établie, qui fixait l'échéance de la remise des premières demandes d'enregistrement à 2008 et mena au premier classement en 2009. Il faut se rappeler ici que tout le processus d'application de la convention s'effectua sous la direction active de M. Matsuura Kōichirō 松浦晃一郎, alors Directeur général de l'Unesco (1999-2009). C'est dire combien fut important dans cette affaire le soutien du gouvernement japonais, qui possédait une pratique de plus de cinquante ans de protection du patrimoine culturel immatériel sur son territoire (Matsuura 2008).

Le Patrimoine culturel immatériel présente deux différences importantes avec le Patrimoine mondial. Alors que la liste du patrimoine mondial hiérarchise des biens qui ont une « valeur universelle exceptionnelle », la liste du patrimoine immatériel a pour fonction d'offrir une sorte d'échantillon qui donne à voir la diversité culturelle mondiale. Les items inscrits sont donc divers et, de plus, ils sont profondément liés à l'identité des personnes ou des groupes sociaux qui les soutiennent. Toute classification hiérarchique unifiée s'avère en conséquence impossible, et non nécessaire.

La seconde différence, qui est liée à la première, concerne le rôle du groupe d'experts chargés de juger de la validité de l'inscription. Dans le cas du Patrimoine mondial, le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS, fondé en 1965)⁵³ pour le patrimoine culturel et l'Union internationale pour la Conservation de la nature (UICN, fondée en 1946) pour le patrimoine naturel, examinent très strictement la « valeur universelle exceptionnelle » de chaque proposition, chacun en fonction de son programme respectif. Il n'existe à l'inverse aucun comité de spécialistes de la sorte pour le patrimoine culturel immatériel, ce qui conduit à l'inscription quasi automatique de tout projet présenté à l'ONU, du moment qu'il a été bien préparé administrativement.

On peut évoquer, à l'arrière-plan de ce dispositif, un certain manque de confiance envers le système d'inscription actuel du patrimoine mondial

53. <http://www.icomos.org/fr/>.

qui, dans la réalité, accorde un pouvoir de parole très important au comité des experts et, plus précisément, la très forte insatisfaction des pays non occidentaux ayant rejoint la convention dans un deuxième temps vis-à-vis de groupes d'experts qui, malgré l'avancée des recommandations pour une évaluation du patrimoine qui soit véritablement pluriculturelle, ne parvenaient pas encore à s'extraire d'une échelle de valeurs occidentale. On a donc abouti à un système non pas fondé sur des groupes d'experts dont la composition est peu transparente (du moins du point de vue des gouvernements), mais où le pouvoir de décision est dans les mains de comités intergouvernementaux.

III-3 La réaction du gouvernement japonais

Le 18 juillet 2008, la Réunion du département des biens culturels de la Commission de la culture japonaise⁵⁴, sur l'avis du comité *ad hoc* pour l'évaluation de la Convention sur le patrimoine culturel immatériel⁵⁵, comité émanant de ce même département du patrimoine, décida de porter la candidature à l'inscription sur la première liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco des quatorze items suivants⁵⁶ :

- *Gagaku* (art du spectacle, désigné en 1955 bien culturel immatériel important au niveau national)⁵⁷.
- Etoffe *Ojiya chijiimi* / *Echigo jōfu* (technique artisanale, teinture et tissage, bien culturel immatériel important en 1955)⁵⁸.
- Papier japonais *Sekishū hanshi* (technique artisanale, papier japonais artisanal, bien culturel immatériel important en 1966).
- Fête de Hitachi *furyūbutsu* (fête et cérémonie, département d'Ibaraki, bien culturel folklorique immatériel important en 1977)⁵⁹.

54. Nihon no bunka shingikai bunkazai bunkakai 日本の文化審議会文化財分科会. <http://www.bunka.go.jp/bunkashingikai/about/>.

55. Mukeni bunka isan jōyaku ni kansuru tokubetsu iinkai 無形文化遺産条約に関する特別委員会.

56. <http://www.bunka.go.jp/bunkashingikai/hogojouyaku/unesco/index.html>.

57. Voir sur les enjeux de cette décision l'article de Suzuki Seiko (2013).

58. Technique de tissage d'étoffes de lin de la province d'Echigo, dont la région d'Ojiya.

59. Fête qui se caractérise par ses processions de hauts chars (15 mètres) et son théâtre de marionnettes.

- Procession des chars de la fête de Gion, à Kyoto (fête et cérémonie, département de Kyoto, bien culturel folklorique immatériel important en 1979).
- Rituel du *Toshidon* de Koshiki-jima (fête calendaire, département de Kagoshima, bien culturel folklorique immatériel important en 1977)⁶⁰.
- Rituel de la fête de l'Ae du nord de la péninsule de Noto (activité de production et métier⁶¹, département d'Ishikawa, bien culturel folklorique immatériel important en 1976).
- *Kagura* de Hayachine (*kagura*, département d'Iwate, bien culturel folklorique immatériel important en 1976)⁶².
- Danse pour le repiquage du riz d'Akiu (*dengaku*, département de Miyagi, bien culturel folklorique immatériel important en 1976)⁶³.
- *Chakkirako* (*furyū*, département de Kanagawa, bien culturel folklorique immatériel important en 1976)⁶⁴.
- *Dainichidō bugaku* (art de la scène, département d'Akita, bien culturel folklorique immatériel important en 1976)⁶⁵.
- *Daimoku-tate* (récitatif, département de Nara, bien culturel folklorique immatériel important en 1976).
- Techniques de restauration des sculptures en bois (choisi dans la catégorie « techniques de conservation désignées » en 1976).

60. Rituel mettant en scène la visite dans les familles d'un être extraordinaire, le Toshidoshi, lors du passage de l'année (*toshi*), selon la même logique à l'œuvre pour les Namahage du Tōhoku.

61. C'est sans doute en tant que fête étroitement liée à la production rizicole que le rituel de l'Ae s'est vu classé dans cette catégorie ; http://www.bunka.go.jp/bunkazai/shou-kai/pdf/4_daihyoichiran.pdf.

62. *Kagura* (« divertissement offert aux divinités ») de la région de Hanamaki, dans lequel il est possible de percevoir la forte influence des religieux *yamabushi*.

63. Le *dengaku* est un type de divertissement (*gaku*) se déroulant à l'origine dans les rizières (*den*), dont on sait que les anciennes formes ont été l'une des sources d'inspiration du *nō* à l'époque médiévale.

64. Rituel de début d'année qui voyait des jeunes filles passer de maison en maison en dansant. Elles portaient dans leurs mains des lamelles de bambous utilisées dans le tissage, dont la percussion faisait un bruit caractéristique, qui a donné son nom à la fête. *Furyū* est une catégorie des arts du spectacle traditionnels.

65. Danses données en début d'année devant le pavillon de Dainichi, d'où le nom.

– Danses anciennes aïnoues (département de Hokkaidō, bien culturel folklorique immatériel important en 1984).

Pour être franc, la liste annoncée en surprit plus d'un. Il y a tant d'autres formes de patrimoine culturel immatériel plus attractives !

Pourtant l'agence de la Culture entérina cet agencement le 30 du même mois, lors de sa déclaration « En réaction à la Convention sur le patrimoine culturel immatériel de l'Unesco ». Elle y affirmait :

[le Patrimoine culturel immatériel de l'Unesco] différant du Patrimoine mondial, l'estimation de la valeur du patrimoine proposé par chaque pays ne relève pas d'un organe spécialisé, mais a pour objectif l'inscription sur une « liste représentative ». En ce sens, la réussite de l'inscription, ou pas, n'a aucune espèce d'influence sur l'évaluation du patrimoine de notre pays.

L'agence faisait ainsi le choix d'une stratégie d'inscription dans les différentes sous-catégories du système de protection du patrimoine japonais : « bien culturel immatériel important » (ouvert en 1955), « bien culturel folklorique immatériel important » (ouvert en 1976) et « techniques de conservation » (1976). En outre, si la liste proposée suit de très près la chronologie de l'inscription nationale de chaque item, on constate toutefois quelques corrections dans cette logique, qui cherchent à établir un certain équilibre entre les différentes régions du Japon (lorsque les dates d'inscription sont identiques par exemple, le choix est fait pour l'item relevant d'une région non sélectionnée encore) ou encore à reconnaître le caractère pluriculturel du Japon, puisque les danses des Aïnoues, peuple premier, sont proposées comme patrimoine dès la première liste.

L'agence japonaise de la Culture a ainsi eu pour stratégie de soutenir la candidature au Patrimoine culturel immatériel de l'Unesco de tous les biens culturels immatériels désignés au niveau national et de pousser à leur classement en suivant l'ordre selon lequel ils avaient été enregistrés au Japon. Pour le dire plus clairement, elle a choisi un mode de sélection absolument « automatique » qui évite tout problème de compétition et de pression habituellement inhérent au principe de sélection.

III-4 La réaction des administrations locales

Le 30 septembre 2009, l'Unesco proclamait une première liste de 76 items sélectionnés en tant que Patrimoine culturel immatériel. Sur les 14 items proposés par le gouvernement japonais, 13 furent inscrits, comme prévu, sur la liste représentative, les techniques de restauration des sculptures en bois ayant été retirées après avoir reçu un avis préalable pointant une présentation insuffisante. Avec les chefs-d'œuvre déjà reconnus qu'étaient le *nô*, le *bunraku* et le kabuki, la liste représentative du patrimoine culturel immatériel comptait donc 16 items japonais. Et c'est ainsi que la fête de l'Ae du nord de la péninsule de Noto fut officiellement reconnue Patrimoine culturel immatériel de l'Unesco.

Si le projet japonais avait été mené, comme je l'ai dit plus haut, de façon quasi automatique, ce processus n'était pas forcément connu de tous. On constate de fait de nombreuses mécompréhensions au sein du département d'Ishikawa.

Cette réaction d'un citoyen de la ville de Wajima, par exemple, qui confiait son émotion sur son blog :

Quand même, quelle organisation que l'Unesco ! Quand on pense qu'ils sont allés jusqu'à enquêter sur un rituel de province aussi mineur ! Respect⁶⁶ !

Oui, sauf qu'en réalité ce n'est pas l'Unesco qui a choisi la fête de l'Ae. L'Organisation n'a fait que recevoir la proposition du gouvernement japonais.

Ou encore ce texte d'un paysan de la ville de Wajima, publié dans le journal local :

La fête de l'Ae que nous faisons dans notre famille est un peu différente. Comme dans les autres endroits, en tant que chef de famille, je suis responsable du rite et je reçois et régale la divinité de la rizière, mais je dois aussi l'escorter en la distrayant et il y a une partie du rite de type pièce comique (*kyôgen*) où je fais tout mon possible, et parfois plus, pour faire rire ma famille. Ce n'est pas vraiment un rituel qu'on pourrait montrer à l'Unesco. D'ailleurs, même si au début c'était amusant, ma famille commence à se lasser de cette manière de faire. Dire que le rite a été inscrit au Patrimoine culturel immatériel ! J'aimerais profiter de cette occasion pour devenir un passeur de tradition qui ne soit pas honteux pour l'Unesco, et effectuer un rituel de l'Ae correct. (*Hokkoku shinbun*, 7 octobre 2009)

66. <http://monzenblog.active01.jp/?day=20100129>.

Ainsi cette personne se propose, puisqu'il y a eu classement, de rajuster son col et de poursuivre « correctement » le rituel. Pourtant il n'y a rien, dans le système de l'Unesco, qui pousse à la rigidification du patrimoine ou à un retour à une forme originelle, et d'ailleurs tout ce qui touche à la conservation concrète du patrimoine classé est laissé entièrement à la discrétion du pays membre. Les préoccupations de notre homme sont donc superflues.

Il est encore intéressant de constater les mécompréhensions suscitées par les attentes vis-à-vis du laque de Wajima (classé au niveau national comme bien culturel immatériel important en 1977). En décembre 2007, Tanimoto Masanori, gouverneur du département d'Ishikawa, se rend sans attendre auprès du ministre de l'Éducation et de la Recherche ainsi que du Secrétaire général de l'agence de la Culture, afin de demander que soit classé le laque de Wajima. L'agence de la Culture elle-même s'est étonnée de cette intervention dont « on a eu aucun autre exemple jusqu'à présent », ainsi que de la promptitude de la réaction du gouverneur (*Hokkoku shinbun*, 2 mars 2008). Lorsqu'en juillet la première liste des 14 items retenus est annoncée et qu'il apparaît que ce n'est pas le laque, mais la fête de la réception de la divinité de la rizière qui est sélectionnée, on constate certes une atmosphère de joie, mais aussi une forte demande pour que le laque soit bien retenu la fois suivante (*Hokkoku shinbun*, 31 juillet 2008). Par la suite également, comme le montre l'objectif du classement en 2013 annoncé par le conseil général, l'intérêt reste fort (*Yomiuri shinbun*, version en ligne, 8 février 2010). Notons toutefois que le laque n'a toujours pas été classé à ce jour. Tradition antique, peut-être, la fête de l'Ae, mais rituel de peu de retombées économiques, et en tout cas sans commune mesure avec le laque de Wajima, si étroitement liée à la promotion de l'industrie locale.

Qu'en pensent finalement le département d'Ishikawa, ainsi que les deux villes et les deux villages où se poursuit la tradition de l'Ae ?

Après la désignation comme bien culturel national, en 1976, l'administration de la protection de l'Ae fut menée par les bureaux des biens culturels des collectivités concernées, en collaboration avec la Société de protection de la fête de l'Ae du nord de la péninsule de Noto⁶⁷. En général, la plupart des associations qui se sont créées pour assurer la protection d'un bien

67. Oku-Noto no ae no koto hozonkai 奥能登のあえのこ保存会.

culturel folklorique immatériel important sont issues des groupes villageois qui, dans la pratique, assuraient la transmission de l'art folklorique sélectionné, quand elles ne sont pas de fait le groupe lui-même, assumant un nouveau rôle. Dans le cas de la fête de l'Ae pourtant, la cellule de transmission est la maisonnée elle-même : il n'existe pas de liens transversaux entre les pratiquants du rite. Il n'était donc pas possible d'établir un groupe de protection à partir d'une communauté préexistante. On forma alors la Société de protection de la fête de l'Ae du nord de la péninsule de Noto en réunissant les maires des localités concernées, les responsables des services administratifs en charge de la protection des biens culturels, ainsi que des personnes qui effectuaient réellement le rite⁶⁸. L'activité de cette société se focalisa non sur la protection de la tradition directe, mais sur des enquêtes en vue du classement des pratiques, enquêtes permises par les subventions nationales. Cela aboutit à la publication de l'ouvrage *La fête de l'Ae du nord de la péninsule de Noto* (Oku-Noto... 1978). Par la suite, l'absence de budget poussa la société à cesser ses activités durant une longue période. La manne tombée du ciel que représente l'inscription à l'Unesco provoqua sa réactivation. Pour être plus précis, la société elle-même ne possède aucun budget, son travail principal est de répondre aux sollicitations des ministères et agences gouvernementales concernées, ou aux questions des médias. Le président actuel est Mochiki Kazushige, le maire du village de Noto.

Qui sont donc les passeurs de la tradition aujourd'hui ? Parvenir à les identifier était devenu une question importante du fait du contexte expliqué ci-dessus. Le Comité d'éducation du département mena une enquête de 2009 à 2011 sur les pratiques actuelles, dont les conclusions firent bondir le nombre des officiants, de 11 qu'on pensait qu'ils étaient, à 85. L'enquête permit également de se rendre compte qu'il existait différentes versions plus ou moins longues de la cérémonie, des plus complètes, où le célébrant revêt des habits formels (*kamishimo*, surveste et pantalon large à la mode d'Edo) et prépare pour la divinité la table et le bain, à des versions simplifiées se résumant à l'offrande, en habits de tous les jours, de saké pour la divinité (*Hokkoku shinbun*, 22 octobre 2009). Le Comité d'éducation enquêta également sur la conscience qu'avaient les célébrants du rite.

68. Le terme employé en japonais est *denshōsha* 伝承者 : « ceux qui transmettent », les « passeurs de tradition ».

On note par exemple, à la question « quelles sont les difficultés que vous rencontrez lorsque vous célébrez la fête de l'Ae ? », des réponses du type « il devient impossible de faire la fête de l'Ae avec l'absence de soutien à l'agriculture du Premier ministre du Parti Libéral Démocrate Asō Tarō⁶⁹ ». À la préfecture, on affirme que ces résultats seront pris en compte pour établir les mesures de protection à venir...

En second lieu, une forte activité de promotion se développa. La fête de l'Ae fut promue via les moyens municipaux de communication (affichage sur la voie publique, journaux municipaux et sites web des mairies), des images diffusées sur les chaînes de télévision câblées, des expositions de photographies ou d'objets organisées dans la préfecture, l'aéroport de Noto, les Maisons pour tous, les mairies, les bibliothèques ou les musées locaux... les mannequins de l'ancien musée de folklore de la ville de Wajima, fermé quelques années auparavant, reprirent du service à l'aéroport de Wajima. Le village de Noto budgéta 1,8 million de yens (15 000 euros) pour faire fabriquer des répliques des tables à offrande et des ustensiles rituels de l'Ae, en plastique ou en résine. On organisa également de nombreuses conférences où s'exprimèrent les membres de la société de protection.

Les activités de protection de la fête de l'Ae possèdent, on l'a compris, une particularité : alors qu'habituellement la préoccupation principale des sociétés de protection est d'éduquer les héritiers de la tradition et de transmettre les techniques, il n'en est quasiment rien ici. Si en effet la réception d'une entité invisible (la divinité des rizières) peut paraître un peu singulière, les actions effectuées ne réclament aucune technique particulière. D'autre part, l'éducation de successeurs reprenant en charge le rite, pour tant est qu'elle soit nécessaire, se résume à peu de choses près à faire prendre conscience de l'intérêt qu'il y a à le perpétuer, et se limite donc à un mouvement d'information et de sensibilisation au sens large.

69. Document consulté au bureau du Comité d'éducation du district nord de la péninsule de Noto, département d'Ishikawa.

III-5 Jouer la fête de l'Ae (Jardin botanique de Yanagida, village de Noto)

Attendre du classement comme patrimoine mondial une vive augmentation du tourisme et la revitalisation de l'économie locale est un espoir désormais partagé dans toutes les régions du Japon, et il en va de même pour l'inscription comme bien culturel immatériel. Certes, et puisqu'il ne s'agit pas d'un bien immobilier tangible comme dans le cas du patrimoine mondial, transformer un comportement d'êtres vivants classé comme patrimoine immatériel en chose à montrer demande un certain bricolage. Dans le cas de la fête de l'Ae, le rituel est difficilement indépendant de la scène particulière que constituent un jour précis et les maisons qui le pratiquent. Le donner à voir de façon concrète dans un « pack touristique » constituait donc un redoutable défi.

Dans le village de Noto, qui est le plus impliqué dans la « touristification » du rite, toutes sortes d'activités furent programmées : explication du rituel par des guides bénévoles, vente de plateaux sur lesquels on dispose les mets offerts à la divinité par la société « Les amis du village » (entreprise privée du secteur du tourisme du village de Noto), aménagements hôteliers et pack touristique (« *Ae no koto Plan* ») organisé autour de la « *Love Road*⁷⁰ »... Il faut pourtant avouer que le succès reste mitigé. Lors de l'hiver 2010, le seul à avoir profité de ce programme est l'auteur de cet article.

Le dispositif qui a le mieux fonctionné est la représentation de l'Ae dans le jardin botanique du village de Yanagida. Le rituel est présenté depuis 1986 au sein du pavillon Gōrokuan, une vieille maison rurale au toit de chaume qui a été transportée là lors de l'ouverture du jardin botanique de Yanagida (le vieux village de Yanagida n'existe plus, il a fusionné au sein du village de Noto en 2005). Le rôle de chef de foyer est joué par Tanaka Noboru (né en 1945), fermier du lieu-dit Omou dans le village de Yanagida. Monsieur Tanaka a travaillé pour la fête de l'Ae près de vingt ans.

70. « *Raburo Koiji* » (ラブロ恋路) : le nom associe deux termes qui ont le même sens en anglais (japonisé et abrégé) et en japonais, *love road* (*raburo*) et *koiji*. Il s'agit d'un parcours pensé pour les amoureux le long de l'extrémité nord de la péninsule de Noto et qui est censé leur permettre de vérifier leurs sentiments, un parcours qui s'appuierait sur une tradition vieille de 700 ans... Celui-ci comprend paysages, hôtels et bons petits plats. Le prétexte amoureux est toujours une bonne incitation au voyage... et à la vente. <http://www.lovero-koiji.jp/story.html>.

Et pourtant, avant de venir au jardin botanique, il n'avait jamais fait le rite dans sa propre maison.

La première réception de la divinité effectuée après le classement par l'Unesco advint le 5 décembre 2009 et rassembla une centaine de personnes, soit trois fois plus de spectateurs que les années précédentes (fig. 11). Monsieur Mochiki, maire de Noto, s'était précipité sur les lieux pour prononcer un discours avant que ne commence le rite, dire sa joie de voir la fête de l'Ae classée comme patrimoine immatériel mondial et annoncer sa volonté de faire de l'occasion une chance pour promouvoir l'industrie locale, à savoir l'agriculture.

Puis le rite commença. Inévitablement, il était pris en main par l'expérimenté monsieur Tanaka, fort de ses longues années de représentation, qui fut intarissable sur les origines du rite et sur les plateaux des offrandes offertes aux divinités. Il alla accueillir la divinité de la rizière dans une parcelle jouxtant le Gōrokuan, lui servit du thé près de l'âtre, la conduisit au bain – un baquet préparé tout exprès dans la pièce en terre battue de l'entrée – et lui présenta pour finir un festin sur les plateaux de bois adéquats. La cérémonie se déroula sans accroc. Interrogé par la télévision départementale, monsieur Tanaka expliqua un peu plus tard qu'il ressentait certes la pression qu'impliquait le classement par l'Unesco, mais qu'il avait été guidé par le désir d'exprimer, grâce au rite, un « sentiment de reconnaissance » vis-à-vis de la nature et des hommes. Le repas de l'Ae préparé pour les participants après le rite était facturé 3 000 yens, ce qui représentait tout de même une augmentation de 500 yens par rapport à ce que l'auteur de ces lignes avait payé la première fois qu'il avait assisté à ce rite, une dizaine d'années auparavant.

Mais ce qui interpellait plus encore, ce fut les nouveaux motifs ajoutés par monsieur Tanaka à son discours. Lors d'une interview publiée le 3 décembre 2009 dans le journal *Mainichi*, il expliquait :

Un jour, un homme qu'on n'avait jamais vu est venu rendre visite à mon père, il l'a interrogé sur le rite, puis il est parti. J'ai appris par la suite qu'il s'agissait du grand folkloriste, le regretté Yanagita Kunio. Dans son livre *Fêtes du Japon*, il présente le rite comme exemple de la précieuse harmonie entre les divinités et les hommes.

Il est toutefois un peu douteux que monsieur Tanaka, né en 1945, ait pu assister à l'enquête d'où naquit un livre publié en 1942, et d'ailleurs nous n'avons aucune trace d'un passage de Yanagita dans la péninsule de Noto à

un quelconque moment de son existence. On sait en revanche qu'à l'occasion de l'enquête collective menée en 1952-53 dans la péninsule de Noto par les neuf principales sociétés savantes, plusieurs chercheurs étudièrent la fête de l'Ae (Kikuchi 2001) et l'on peut imaginer qu'une rencontre eut bien lieu avec l'un d'entre eux, à l'origine de cette confusion de date et de personne. Quoiqu'il en soit, le récit de monsieur Tanaka sur l'histoire de l'Ae semble gagner en ampleur.

Par ailleurs, entre janvier et mars 2010 fut organisé à sept reprises un parcours d'une journée proposant « À l'occasion de l'anniversaire du classement au patrimoine culturel immatériel de l'Unesco : la fête de l'Ae du nord de la péninsule de Noto et les sources thermales du site préhistorique de Mawaki⁷¹ » (fig. 12). Le programme était alléchant et varié : départ en bus de l'aéroport de Kanazawa, observation de la fête de l'Ae dans le jardin botanique de Yanagida, repas de l'Ae dans un hôtel surplombant la baie de Tsukumo, bain dans la station thermale de Jōmon Mawaki, proche du site préhistorique où l'on découvrit des squelettes de dauphin, et, sur le chemin du retour vers l'aéroport, dégustation du vin de Noto et de sakés locaux dans une brasserie. Monsieur Tanaka était inévitablement partie prenante de ce parcours, pour lequel il donnait sa représentation de l'Ae.

Enfin, le Bureau du tourisme départemental⁷² établit un programme touristique à l'hiver 2010, « Expo du terroir de Noto », qui faisait de la fête de l'Ae l'un des trois événements de la saison, mais ne le limitait pas à la représentation au jardin botanique puisqu'il l'intégrait à un « parcours d'observation » au sein même de maisons ordinaires. Lors de la représentation de l'Ae du 9 février 2011, les fonctionnaires du Bureau du tourisme départemental avaient d'ailleurs invité les responsables de grandes sociétés de tourisme, tel que le Japan Travel Bureau. La promotion du nouveau produit « tourisme à Noto » se développait. La force de la formule « patrimoine culturel immatériel de l'Unesco » entraînait doucement la fête de la réception dans le courant du tourisme.

71. Site jōmon considéré comme la plus ancienne trace de peuplement humain dans le département, justement situé dans le périmètre du village de Noto. Fouillé en 1982-83, il a connu ses premiers enregistrements au patrimoine national en 1989. Il est réputé en particulier pour la quantité d'os de dauphin retrouvés.

72. Ken kankō-ka 県観光課.

III-6 Changement de générations

L'inscription de la fête de l'Ae au patrimoine de l'Unesco intervint dans un contexte de renouvellement de génération chez ceux qui célèbrent le rite. On peut penser que si le rite subsiste malgré le retrait des anciens, c'est aussi en partie dû au renouvellement de l'intérêt pour la fête suscité par son inscription.

Kawaguchi Yoshinori (né en 1965) poursuit ainsi le rite à Shiroyone, réputé – on l'a vu – grâce à la désignation des Mille rizières comme site remarquable national. C'est en 2006 qu'il prit le relais de son père, Kiyofumi (né en 1939). Et c'est en décembre 2010 qu'il « ressuscita » le rituel.

Chez les Kawaguchi, la fête de l'Ae est étroitement liée au travail effectué dans les Mille rizières. Les Mille rizières, dont on a dit combien elles étaient l'un des paysages représentatifs du nord de la péninsule de Noto, ont connu depuis les années 70 des phénomènes d'exode rural, de recul des naissances et de vieillissement de la population qui eurent pour conséquence directe une véritable difficulté à trouver de la main-d'œuvre. Or, à partir de la seconde moitié des années 90, et avec l'importance attribuée aux concepts de « paysage culturel » tel que défini par la Convention pour le patrimoine mondial et de « plurifonctionnalité » promue par la politique agricole, la conservation du site et l'activité en son sein connurent un développement rapide. Dans ce contexte, des voix s'élevèrent pour soutenir la reconnaissance des Mille rizières comme patrimoine national et, pour créer une ambiance propice à cet objectif, de nombreux événements furent organisés dans les rizières par le Bureau du tourisme de la mairie. C'est ainsi qu'il avait été demandé à Kawaguchi Kiyofumi, alors responsable du district de Shiroyone, d'exécuter l'Ae. Ce qu'il fit le 6 décembre 2000. Le journal parla à l'époque d'une « renaissance, plus de cinquante ans après » la dernière exécution du rituel en ces lieux (*Hokuriku Chūnichi shinbun*, 7 décembre 2000).

De nombreux points du rite lui étant peu clairs, M. Kawaguchi père consulta ses voisins afin d'en régler les détails. On prépara sur les plateaux du banquet des pommes, des bananes, des oranges, fruits jusqu'alors absents des rituels traditionnels. Pour habit, M. Kawaguchi pensait revêtir une veste utilisée traditionnellement lors des travaux (*dōi* 筒衣), mais on lui conseilla de porter plutôt des habits plus formels (*kamishimo*). Ceux-ci étant toutefois réservés autrefois aux guerriers, M. Kawaguchi pensa qu'ils ne convenaient pas au statut de sa famille et que les adopter pouvait faire

montre d'une sorte d'arrogance qui constituerait une impolitesse vis-à-vis de la divinité. Il décida finalement de recouvrir ces habits formels d'un manteau de paille, certes plus paysan, mais inattendu.

C'est ainsi qu'en cette année 2000, l'information sur le rite qui s'était focalisée jusqu'alors plus particulièrement sur la famille Nakatani, habitant à Tokunari, dans la ville de Wajima, se déplaça sur la famille Kawaguchi, résidant à Shiroyone. La fête de l'Ae, désormais effectuée sur fond de vagues puissantes agitant la mer du Japon, y gagnait soudainement un aspect esthétique inédit (fig. 3).

Le départ en retraite du responsable du district Kawaguchi ne mit pas fin au rite. Il fit en sorte qu'il se poursuive au contraire, ce qui était la moindre des choses, disait-il, pour remercier de leurs efforts les bénévoles participant à la promotion des Mille rizières, le personnel administratif impliqué jusque-là, ainsi que les médias. Yoshinori, parallèlement à son travail de fonctionnaire à la préfecture de Kanazawa⁷³, poursuivit le travail aux champs les week-ends, ainsi que le rituel offert à la divinité des rizières, fidèle aux dernières volontés de son défunt père. « Année après année, la responsabilité se fait plus lourde » avouait-il, exprimant ainsi la pression qu'il ressentait face à la hauteur des attentes et le nombre des médias et des chercheurs venus voir le rite.

Le 5 janvier 2011, la maison Kawaguchi fut soudainement frappée par la foudre. Il n'y eut, heureusement, aucun dégât humain, mais le toit et la resserre furent entièrement brûlés et les plateaux de banquet ainsi que les habits cérémoniels utilisés pour l'Ae disparurent dans les flammes. Yoshinori, qui pensa suspendre le rite, découvrit pourtant, dans une petite remise à outils curieusement épargnée par le feu, des ballots de grains de riz préparés par son père pour être semés. Il se ressaisit alors, pensant que c'était un signe que son père l'encourageait à poursuivre les champs et le rituel, et prit la ferme résolution de s'investir pour perpétuer l'Ae, ne serait-ce que sous une forme simplifiée. Des personnes prévenues de l'incendie proposèrent de donner les objets nécessaires, un grand amateur de vannerie résidant à Kanazawa fit don de nattes rondes afin de recevoir la divinité. La coopération des proches permit ainsi que l'on raccompagnât sans

73. Kanazawa, préfecture du département d'Ishikawa, se trouve à plus de 100 km, soit environ deux heures de route, des Mille rizières.

encombre, le 9 février comme il se doit, la divinité, de la petite remise à outils aux Mille rizières.

III-7 La communautarisation (*komyuniti-ka* コミュニティ化)

Le mouvement le plus frappant qui suivit l'inscription de la fête de l'Ae au patrimoine de l'Unesco est sans doute le passage d'un rite « familial » à un rite « villageois » ou, pour le dire autrement, la « collectivisation » de l'Ae.

Le 12 décembre 2010 fut effectué, dans le bourg de Mii, ville de Wajima, une fête de l'Ae tout à fait particulière, celle du « Groupe Maruyama ». Elle avait ceci d'unique que la communauté culturelle ne reposait pas sur des liens de parenté ou de proximité géographique, mais sur une association au départ fondée pour étudier la faune du biotope du *satoyama*⁷⁴.

Les secrétaires de ce groupe, M. Hagino Kiichirō (né en 1964, architecte) et sa femme Yuki (née en 1966, designer), sont tous deux nés et ont été élevés à Tokyo. Ils ont longuement travaillé aux États-Unis et ont même pensé à obtenir une *green card* mais, attirés par l'artisanat traditionnel japonais de plâtrier⁷⁵ et de papetier, ils ont finalement atterri dans cette région pour étudier le papier japonais. Ils se sont installés une maison en bois, dont ils ont fait eux-mêmes les plans et les travaux, et ont commencé ainsi à vivre en plein *satoyama*. Parallèlement à son travail, Kiichirō est très actif dans la restauration et la préservation des greniers de terre endommagés par le tremblement de terre de Noto⁷⁶. Yuki, quant à elle, prend part à la conception et au *packaging* de produits locaux et participe à la promotion des attraits de la région.

Yuki participa en 2010 à un projet de formation organisé par l'université de Kanazawa et intitulé « Maîtres du *satoyama* de Noto ». L'université y avait pour objectif « d'éduquer de nouvelles ressources humaines capables de créer une industrie agricole, forestière et halieutique soucieuse de

74. Milieu démontrant une longue interaction de l'homme sur son environnement naturel. Sur ce concept et ses répercussions récentes, voir Houdart (2013).

75. Il s'agit plus précisément d'un artisan (appelé *sakan* 左官) qui pose de l'enduit sur les murs.

76. Séisme de magnitude 6,9 qui a touché la péninsule le 25 mars 2007.

l'environnement et de développer un business nouveau du *satoyama* et du *satoumi* » (voir Nakamura et Kada 2010)⁷⁷. Elle prévoyait pour cela de relier les différentes collectivités et municipalités ainsi que les organisations locales, d'établir à Noto un laboratoire et une école satellite de l'université et de parvenir à une collaboration étroite avec les habitants afin de soutenir l'étude et l'exploitation des ressources locales. Yuki, désormais maîtresse du *satoyama*, reçut le soutien des chercheurs et des habitants locaux afin de commencer une étude sur la faune du mont Maruyama et de ses environs, dernier endroit sur les îles principales de l'archipel où l'on avait pu observer un ibis nippon (*Nipponia nippon*), en 1970. Elle organisa la première année huit campagnes, auxquelles participèrent 299 personnes au total et qui enregistrèrent 252 espèces. Fortement impressionnée par la vitalité de la faune des rizières de Maruyama et sa région, Yuki se mit à penser que « la divinité des rizières, c'est la biodiversité elle-même », et à s'intéresser à la fête de l'Ae.

Nous aimerions évoquer ici la cérémonie de renvoi de la divinité à laquelle nous avons participé le 20 février 2011. Ce jour-là, une trentaine de personnes s'étaient réunies chez les Hagino, leur maison étant devenue lieu du rituel. Chacun se présenta. Il y avait des chercheurs zoologues et botanistes, des paysans, des pêcheurs, des tisserands, des jardiniers-pépiniéristes, des maîtresses de crèche, des fonctionnaires de la protection sociale, des anciens de la localité... vraiment beaucoup de monde. Nombreux étaient ceux qui étaient venus en famille, on trouvait hommes et femmes, jeunes et vieux, de 2 à 77 ans.

Le meneur du rite fut M. Arai Hiroshi (né en 1980, originaire de Saitama) qui, lui, loue les terres laissées à l'abandon de la région de Maruyama et y pratique des techniques culturelles simplifiées (l'absence de labour notamment). M. Arai vint à l'agriculture raisonnée après avoir été livreur de la coopérative Seikyō⁷⁸. Il ne supportait plus semble-t-il de vanter le riz produit par un autre en assurant qu'il était « sain et sans danger ». Il avait établi, deux ans auparavant, l'« éco-ferme naturelle de Wajima » et

77. Le *satoumi* est au littoral et au milieu marin ce que le *satoyama* est à l'environnement terrestre. Voir Komatsu Teruhisa & Yanagi Tetsuo (2015).

78. Immense coopérative rassemblant plus de 60 millions de personnes au Japon et livrant à domicile des produits garantis.

se battait depuis pour y produire du riz. Sous le regard amical d'une foule nombreuse, c'est un M. Arai en blouson qui débute le rite.

Après avoir, sans aucun doute, profité tout son saoul de la salle de bain toute neuve qui surplombe le *satoyama* dans la résidence Hagino, la divinité de la rizière retourna dans la pièce de réception et se vit offrir les plateaux du banquet. Pour l'explication du repas, le responsable du rite céda la parole à Yuki, qui représenta les femmes ayant fait la cuisine. Il faut dire que les plateaux présentaient une nourriture absolument unique : à côté des mets traditionnels comme l'inévitable riz aux haricots rouge, on y trouvait – entre autres – du pain préparé par M. Arai à partir de son riz sans labour, des sardines (*Etrumeus teres*) grillées à la poêle et du poulet sauté à l'ail. Une grande première pour la divinité sans doute ! (fig. 13)

Le repas pris, arriva le moment de renvoyer la divinité dans les champs, occasion d'une nouvelle nouveauté. Si l'officiant éleva de façon classique une branche de *sasaki* (*Cleyera japonica*) servant à accueillir la divinité⁷⁹, de petits « reposoirs portatifs » avaient été préparés en grand nombre. Composés d'une feuille de *sasaki* entourée d'un papier, ils allaient permettre à chaque participant d'effectuer lui aussi un renvoi de la divinité (fig. 14). Le design des feuilles de papier était l'œuvre de Yuki. Ouvertes, elles dévoilaient les 252 espèces recensées à Maruyama ainsi que la phrase suivante :

On dit que la divinité s'incarne dans le paddy, mais ne serait-ce pas elle qui unit tous les êtres vivants dans les champs et les fait fructifier ? Qu'ils soient agriculteurs ou pas, qu'ils habitent dans le *satoyama* ou pas, tous les membres du Groupe Maruyama veulent ensemble préserver la splendeur de cet environnement naturel et de ces traditions.

Les rizières en ligne de mire pour le renvoi de la divinité étaient de l'autre côté du mont Maruyama, mais la neige était profonde. Grandes bottes, raquettes ou skis de randonnée aux pieds, les participants se dirigèrent lentement sur la pente douce en direction de l'objectif (fig. 15). Arrivés à la rizière où ils avaient accueilli la divinité au début de l'hiver, ils plantèrent le reposoir de la divinité sur son bord, s'inclinèrent deux fois, frappèrent des mains deux fois, s'inclinèrent une nouvelle fois, agitèrent leurs bêches en

79. On parle de « reposoir » de la divinité, *yorishiro*.

Fig. 13

Plateau pour le banquet de la fête de l'Ae
du Groupe Maruyama (Mii, ville de Wajima).
On remarque du pain, des fritures ainsi que
du poulet sauté.

(février 2011, photo de l'auteur)

proclamant « bravo ! », et renvoyèrent sans plus d'encombre la divinité. Les reposeirs portatifs furent rassemblés sur le côté et brûlés (fig. 16).

On retourna alors chez les Hagino pour le banquet de clôture du rite. Les participants assemblés là pour des raisons diverses se régalerent des offrandes laissées par la divinité, tout en échangeant les dernières nouvelles ou en discutant des perspectives du Groupe Maruyama et du nord de la péninsule de Noto. Yuki qui, en tant qu'hôtesse, s'était démenée du four au moulin, relata ce jour-là sur le blog du Groupe :

Je me dis avec la distance que la fête de l'Ae n'est pas qu'un patrimoine mondial de l'Unesco. C'est aussi un élément essentiel du Japon de demain⁸⁰.

III-8 Le patrimoine culturel immatériel de l'Unesco comme « ressource »

Nous avons rapidement passé en revue ci-dessus le processus qui a mené à la mise en place du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco, la réaction du gouvernement japonais et des collectivités locales, ainsi que les activités effectuées par ceux qui, au nord de la péninsule de Noto, transmettent la fête de l'Ae. Il s'agissait, on l'a compris, de décrire les évolutions contemporaines du rituel, dont les prolongements sont largement imprévisibles. Nous aimerions maintenant dégager quelques caractéristiques pour terminer sur certains problèmes qu'elles soulèvent.

Tout d'abord, il apparaît clairement que l'étiquetage du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco génère des mécompréhensions. À la différence du patrimoine mondial, qui procède à une hiérarchisation du patrimoine en fonction de sa « valeur notable et universelle », le patrimoine culturel immatériel relève, nous l'avons vu, d'un processus de classement qui a pour but la reconnaissance de la diversité culturelle et la mise en place de sa conservation. Nous avons vu également que le gouvernement japonais avait opté pour une demande d'inscription « automatique » et que son objectif avait été suivi sans aucune réflexion nouvelle sur la valeur accordée précédemment au patrimoine proposé à l'inscription. Nous avons

80. Voir la page <http://maruyamagumi.blog102.fc2.com/blog-entry-50.html>, qui propose également de nombreuses photographies reprenant le rite tel que décrit ici.

Fig. 14

« Reposoir portatif de la divinité »
design créé par Hagino Yuki.

(février 2011, photo de l'auteur)

Fig. 15

Hagino Kiichirō transportant à ski
la branche servant de reposoir à
la divinité.

(février 2011, photo de l'auteur)

constaté que ce fait était pourtant mal compris et qu'avec la frénésie des médias à chaque annonce de l'Unesco, l'idée que l'inscription attestait de la reconnaissance d'une « valeur mondiale » était commune parmi ceux qui perpétuaient la tradition et leur entourage.

Nous avons ensuite décrit les « transformations » qu'avait connues le rituel de la fête de l'Ae. Nous avons évoqué la réduction des dates et de l'échelle de la cérémonie, réduction concomitante à la transformation de l'activité de production des officiants (ceux-ci ne dépendant plus principalement de leur activité agricole), mais constaté parallèlement la modernisation de certains éléments, comme les plateaux des offrandes, le bain ou le repas offert à la divinité, qui peut maintenant comprendre des bananes, des oranges ou des kiwis, et même proposer du pain, des aliments frits ou des plats cuisinés « sautés », à la française. On pourrait s'en étonner ou le regretter. Si pourtant la fête de l'Ae consiste fondamentalement à ce que chaque ferme reçoive et régale, dans la mesure de ses propres moyens, la divinité de la rizière, on peut alors considérer comme normal que les modes de réception de la divinité évoluent avec leur époque. La divinité de la rizière continue de changer, selon le bon plaisir des humains qui la célèbrent.

Parmi ces évolutions, il semble important de mentionner le développement de « communautés » dont un certain nombre de membres ne sont pas des agriculteurs, comme nous l'avons vu avec le cas du Groupe Maruyama. Le rituel qu'ils mettent en place constitue un processus de « re-connaissance » par les habitants des anciennes traditions et pratiques locales. Il n'est pas inintéressant de remarquer que dans ce processus des ouvrages savants, comme pour notre cas *La fête de l'Ae du nord de la péninsule de Noto* (Okunoto... 1978), constituent des ressources de référence pour la renaissance ou la création du rite. En outre, ce processus s'accompagne d'une recherche plus ou moins organisée de liens en dehors de la communauté, ce qui paraît extrêmement important dans la tenue actuelle de la fête de l'Ae.

Comme la plupart des campagnes japonaises, le nord de la péninsule de Noto subit de plein fouet les phénomènes de l'exode rural, de la dénatalité, du vieillissement de la population. Plus de la moitié des villages sont déjà ce

Fig. 16
Renvoi de la divinité dans les rizières
au pied du mont Maruyama.
(février 2011, photo de l'auteur)

que l'on a pu appeler des « villages à la rupture⁸¹ ». L'aéroport de Noto, dont l'ouverture se voulait une réponse au déclin des activités de production primordiales de la péninsule (agriculture, forêt et pêche), à la stagnation du tourisme et aux attentes de la population locale, se confronta très vite à un très faible taux d'utilisation, et la différence au sein du département entre un sud riche et un nord pauvre se fit de plus en plus sévère. Pourtant, nombreux sont les individus ou les groupes qui ont décidé de faire fi de cette « rupture » annoncée, qui engagent toutes sortes de nouvelles activités utilisant par exemple l'Internet et tentent de vitaliser le territoire et les traditions de la péninsule de Noto. Pour ces personnes, la fête de l'Ae, et l'espèce de blanc-seing que représente sa reconnaissance comme « patrimoine culturel immatériel de l'Unesco », sans être absolument décisifs, n'en sont pas moins l'une des « ressources » mobilisables.

La fête de l'Ae du xxi^e siècle est donc le résultat d'une quête entre « l'être ici, en ce lieu précis » et « l'être en lien avec l'extérieur ».

Conclusion : la religion du « patrimoine mondial » au Japon

Nous avons essayé de cerner dans cet article l'évolution des mesures de protection du patrimoine au Japon depuis la fin du xix^e siècle, en prenant pour exemple les pratiques liées à la riziculture au nord de la péninsule de Noto.

81. *Genkai shūraku* 限界集落. Cette expression, qui a été reprise à partir de 2007 par les politiciens et l'administration, a été formée par le sociologue Ōno Akira 大野晃 au début des années 1990 pour décrire le destin des villages de montagne. Ōno oppose les « villages qui vont continuer à exister » (*sonzoku shūraku* 存続集落 : moitié de la population en dessous de 55 ans, relève assurée), les « villages approchant de la rupture » (*jun-genkai shūraku* 準限界集落 : plus de la moitié de la population au dessus de 55 ans, difficultés grandissantes pour trouver une relève), les « villages ayant atteint la rupture (de fonctionnement) » (*genkai shūraku*, moitié de la population au delà de 65 ans, difficultés de faire fonctionner la communauté et d'effectuer les rituels), et les « villages éteints » (*shōmetsu shūraku* 消滅集落 : villages dont la population est réduite à zéro). Le concept peut évidemment s'étendre aux localités non montagnardes. Selon une enquête du ministère du Territoire et des transports, 7 778 villages étaient « à la rupture » en 2007, 2 200 d'entre eux étant promis à disparaître dans les dix ans. *Nihon daihyakka zensho* 日本大百科全書, édition numérique, <https://kotobank.jp/word/限界集落-184277#E3.83.87.E3.82.B8.E3.82.BF.E3.83.AB.E5.A4.A7.E8.BE.9E.E6.B3.89>, novembre 2014.

Celles-ci permettent de vérifier l'influence de mesures de protection mondialisées, à commencer par les dispositifs de l'Unesco. On a perçu, dans le même temps, qu'il existait des « différences de température » dans la réception de ces mesures, et on a pu saisir combien l'état actuel du patrimoine se constitue via des négociations et des conflits entre les différents acteurs : le centre et la périphérie, l'administration et les citoyens...

Nous aimerions pour finir évoquer un doute assez persistant quant à la protection du patrimoine dans le Japon moderne. Cela touche à ce que l'on pourrait appeler « le culte du patrimoine mondial ». On compte à l'heure actuelle 17 items japonais classés au patrimoine mondial (4 relevant du patrimoine naturel, 13 du patrimoine culturel). Quand donc va s'arrêter cette fièvre du classement ? Certains affirment que l'objectif est de dépasser la centaine. N'est-ce pas un peu beaucoup ?

Comme nous l'avons dit au début, l'intérêt grandissant pour le patrimoine n'est certainement pas condamnable en soi. Pourtant, s'il est motivé par le seul espoir du développement économique et n'intègre pas une réflexion sur la possibilité d'un développement durable du patrimoine, le dévoiement des dispositifs est par trop violent ! Or c'est cette tendance que l'on constate au Japon aujourd'hui.

Au risque d'être mal compris, nous avons l'impression que la ferveur japonaise pour le classement au patrimoine mondial est intrinsèquement liée à la difficulté qu'ont les Japonais à définir et à promouvoir par eux-mêmes la valeur de leur propre nature et de leur propre culture. Craignant de ne pouvoir expliquer leur jugement de valeur à autrui, ils préfèrent tout soumettre aux critères d'un jugement préexistant « faisant autorité ». Mais dans ce processus est oblitéré le fait, pourtant évident, que l'aval d'un groupe de spécialistes « faisant autorité » ne relève en réalité que d'un des cadres possibles d'évaluation du patrimoine mondial, et que cette décision n'est ni universelle ni absolue.

Si l'on doit pousser la logique à son terme, il s'agit là d'une question essentielle pour la société civile au Japon et, de ce fait, d'une question à laquelle il est difficile de trouver une réponse claire. On nous permettra d'émettre le vœu que soit envisagée, la tête froide, la distance qui sépare, dans la pratique des différents acteurs du patrimoine, les conditions mondialisées et l'espace local de la vie quotidienne, et qu'émergent des êtres

conscients de cette distance désireux d'améliorer leur monde quotidien. Nous espérons que le *management* nécessaire du patrimoine se développe dans la généralisation d'une telle prise de conscience et dans le dialogue. Nous sommes convaincu que ceci constituera un pas, discret certes mais réel, pour le progrès du monde lui-même.

Traduit du japonais et annoté par Jean-Michel Butel

Bibliographie

APPADURAI Arjun 1996

Modernity at large: Cultural Dimensions of Globalization, Minneapolis, The University of Minnesota Press.

BHABHA Homi K. 1994

The Location of Culture, London, New-York, Routledge.

Bunkachō 文化庁 2001

Bunkazai hogo-hō gojū nen shi
文化財保護法五十年史 (50 ans d'histoire de la loi de Protection du patrimoine), Tokyo, Gyōsei ぎょうせい.

Bunkachō bunkazai-bu kinenbutsu-ka
文化庁文化財部記念物課 **2005**

Nihon no bunkateki keikan. Nōrin suisan gyō ni kansuru bunkateki keikan no hogo ni kansuru chōsa kenkyū hōkokusho
日本の文化的景観—農林水産業に関する文化的景観の保護に関する調査研究報告書 (Le paysage culturel au Japon. Rapport

d'enquête sur la protection du paysage culturel en lien avec les activités de production agricoles, sylvicoles et maritimes), Tokyo, Dōseisha 同成社.

Bunkazai hogo iinkai 文化財保護委員会 1960

Bunkazai hogo no ayumi
文化財保護のあゆみ (L'évolution de la protection des biens culturels), Tokyo, Ōkura-shō insatsu-kyoku 大蔵省印刷局.

BUTEL Jean-Michel 1999

« Une définition de l'amour selon des "divinités lieuses" campagnardes : les dōsojin, divinités ancestrales des chemins », *Ebisu*, 20 : 5-72.
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ebisu_1340-3656_1999_num_20_1_1015.

CLIFFORD James 1997

Routes: Travel and Translation in the Late Twentieth Century, Cambridge (Mass.), Harvard University Press.

HOUDART Sophie 2013

« Utopies universalistes », *Terrain*, 60.
<http://terrain.revues.org/15101>

ISHIMORI Shūzō 石森秀三

& NISHIYAMA Tokumei 西山徳明 (éd.)
 2001

Heritēji tsūrizumu no sōgōteki kenkyū
 ヘリテージ・ツーリズムの総合的研究
 (Études globales sur le tourisme
 patrimonial), Suita, Kokuritsu minzoku-
 gaku hakubutsukan 国立民族学博物館.

IWAMOTO Michiya 岩本通弥 (éd.) 2007

Furusato shigenka to minzokugaku
 ふるさと資源化と民俗学 (Ethnologie
 de l'exploitation du pays natal), Tokyo,
 Yoshikawa kōbunkan 吉川弘文館.

IWAMOTO Michiya (éd.) 2013

Sekai isan jidai no minzokugaku.
Gurōbaru sutandādo no juyō o meguru
nikkan hikaku 世界遺産時代の民俗学—
 グローバル・スタンダードの受容をめぐる
 日韓比較 (Les études folkloriques
 à l'heure du patrimoine mondial.
 Comparaison Japon-Corée de la
 réception des *global standards*), Tokyo,
 Fūkyōsha 風響社.

KIKUCHI Akira 菊地暁 2001

Yanagita Kunio to minzokugaku no
kindai. Oku-Noto no ae no koto no nijū
seiki 柳田国男と民俗学の近代—奥能登の
 アエノコトの二十世紀 (Yanagita Kunio et
 l'ère moderne des études folkloriques.
 La fête de l'Ae du nord de la péninsule
 de Noto au xx^e siècle), Tokyo, Yoshikawa
 kōbunkan 吉川弘文館.

KIKUCHI Akira 2007

« Kosumetukki agurikaruchurizumu.
 Ishikawa-ken Wajima-shi 'Shiroyone no
 senmaida' no baai » コスメティック・
 アグリカルチャリズム—石川県輪島市
 「白米の千枚田」の場合 (Agriculturalisme
 cosmétique. L'exemple des Mille rizières
 de Shiroyone, dans la ville de Wajima),
 in Iwamoto Michiya (éd.), *Furusato*
shigenka to minzokugaku ふるさと資源化
 と民俗学 (Ethnologie de l'exploitation du
 pays natal), Tokyo, Yoshikawa kōbunkan
 吉川弘文館 : 88-106.

KIKUCHI Akira 2013

« Yunesuko mukei bunka isan ni naru to
 iu koto. Oku-Noto no ae no koto no nijū
 isseiki » ユネスコ無形文化遺産
 になるということ—奥能登のアエノコトの
 二十一世紀 (Ce que veut dire devenir
 patrimoine culturel immatériel de
 l'Unesco. La fête de l'Ae de la région
 d'Oku-Noto au xx^e siècle), in Iwamoto
 Michiya (éd.), *Sekai isan jidai no*
minzokugaku. Gurōbaru sutandādo no
juyō o meguru nikkann hikaku 世界遺産
 時代の民俗学—グローバル・スタンダードの
 受容をめぐる日韓比較 (Les études
 folkloriques à l'heure du patrimoine
 mondial. Comparaison Japon-Corée
 de la réception des *global standards*),
 Tokyo, Fūkyōsha 風響社.

KOMATSU Teruhisa

& YANAGI Tetsuo 2015

« Sato-umi: An Integrated Approach
 for Sustainable Use of Coastal Waters »,
 in Hubert Jean Ceccaldi *et alii*, *Marine*
Productivity: Perturbations and Resilience
of Socio-ecosystems, Proceedings of the
15th French-Japanese Oceanography

Symposium, Cham, Springer International Publishing.

KUNISUE Norito 国末憲人 2012

Yunesuko « mukei bunka isan ». Ikiteiru isan o aruku ユネスコ「無形文化遺産」— 生きている遺産を歩く (Le « patrimoine culturel immatériel » de l'Unesco. Parcourir le patrimoine vivant), Tokyo, Heibonsha 平凡社.

MACÉ François 1992

« Les rites d'avènement au Japon : la création d'une tradition », *Cipango. Cahiers d'Études Japonaises*, 1 : 13-34.

MATSUURA Kōichirō 松浦晃一郎 2008

Seikai isan. Yunesuko jimukyoku-chō wa uttaeru 世界遺産—ユネスコ事務局長は訴える (Le patrimoine mondial. Le Directeur général de l'Unesco lance un appel), Tokyo, Kōdansha 講談社.

MIYATA Shigeyuki 宮田繁幸 2007

« Mukei bunka isan hogo ni okeru kokusaiteki wakugumi keisei » 無形文化遺産保護における国際的枠組み形成 (La formation d'un cadre international pour la conservation du patrimoine culturel immatériel), in *Mukei bunka isan kenkyū hōkoku* 無形文化遺産研究報告, 1 : 1-26.
http://www.tobunken.go.jp/~geino/pdf/kenkyu_hokoku/kenkyu_hokoku01Miyata.pdf

MIYATA Shigeyuki 2008

« Mukei bunka isan hogo ni okeru kokusai teki wakugumi keisei ni » 無形文化遺産保護における国際的枠組み形成2 (La formation d'un cadre international pour la conservation du patrimoine culturel immatériel – 2), in *Mukei bunka*

isan kenkyū hōkoku 無形文化遺産研究報告, 2 : 1-20.

http://www.tobunken.go.jp/~geino/pdf/kenkyu_hokoku02/kenkyu_hokoku02Miyata.pdf

MIYATA Shigeyuki 2010

« Jisshi dankai ni haitta mukei bunka isan hogo jōyaku » 実施段階に入った無形文化遺産保護条約 (La convention pour la conservation du patrimoine culturel immatériel est entrée dans sa phase d'application), in *Mukei bunka isan kenkyū hōkoku* 無形文化遺産研究報告, 4 : 1-13.

http://www.tobunken.go.jp/~geino/pdf/kenkyu_hokoku04/kenkyu_hokoku04Miyata.pdf

NAKAJIMA Minehiro 中島峰広 1999

Nihon no tanada. Hozen e no torikumi 日本の棚田—保全への取組み (Les rizières en terrasses au Japon. Dispositifs de conservation), Tokyo, Kokon shoin 古今書院.

NAKAMURA Kōji 中村浩二

& KADA Ryōhei 嘉田良平 (éd.) 2010
Satoyama fukken. Noto kara no hasshin 里山復権—能登からの発信 (Renaissance du *satoyama*. Noto comme point de départ), Tokyo, Sōrinsha 創森社.

NAKAMURA Shunsuke 中村俊介 2006

Sekai isan ga kiete yuku 世界遺産が消えてゆく (Le patrimoine mondial va disparaître), Tokyo, Chikura shobō 千倉書房.

NISHITSUNOI Masatoshi

西角井正慶 (éd.) 1958

Nenjū gyōji jiten 年中行事事典

(Dictionnaire des fêtes et rites calendaires), Tokyo, Tōkyōdō shuppan 東京堂出版.

NISHIYAMA Noriaki 西山徳明 (éd.) 2004

Bunka isan maneijimento to tsūrizumu no genjō to kadai 文化遺産マネジメントとツーリズムの現状と課題 (Management du patrimoine culturel et tourisme : situation actuelle et enjeux), Suita, Kokuritsu minzokugaku hakubutsukan 国立民族学博物館.

NOMURA Norihiko 野村典彦 2011

Tetsudō to tabisurushintai no kindai. Min. yō densetsu kara disukabā japan e 鉄道と旅する身体の近代—民謡・伝説からディスカバー・ジャパンへ (Chemins de fer et corps voyageant à l'époque moderne. Des chants populaires et des légendes au Discover Japan), Tokyo, Seikyūsha 青弓社.

ODA Makoto 小田亮 (éd.) 2010

Gurōkarizēshon to kyōdōsei グローカリゼーションと共同性 (Glocalisation et communalité), Tokyo, Seijōdaigaku minzokugakukenyūjo gurōkaru kenkyū sentā 成城大学民俗学研究所グローバル研究センター.

Oku-Noto no ae no koto hozonkai

奥能登のあえのこと保存会 (éd.) 1978

Oku-Noto no ae no koto 奥能登のあえのこと (La fête de l'Ae du nord de la péninsule de Noto).

ŌTA Yoshinobu 太田好信 1993

« Bunka no kyakutaika. Kankō o tōshita bunka to aidentiti no sōzō » 文化の客体化—観光をとした文化とアイデンティティの創造 (Subjectivisation de la culture. Le tourisme, facteur de création de la culture et de l'identité), *Minzokugaku kenkyū* 民族学研究, 57 (4) : 383-410.

SATAKI Yoshihiro 佐滝剛弘 2009

« *Sekai isan* » no shinjitsu. *Kajōna kitai, ōinaru gokai* 「世界遺産」の真実—過剰な期待、大いなる誤解 (Le vrai visage du « patrimoine mondial ». Attentes excessives et grosses erreurs), Tokyo, Shōdensha shinsho 祥伝社新書.

SHINOHARA Osamu 篠原修 (éd.) 1998

Keikan yōgo jiten 景観用語事典 (Dictionnaire de la terminologie du paysage), Tokyo, Shōkokusha 彰国社.

SUZUKI Keiko 2013

« Le *gagaku*, musique de l'Empire : Tanabe Hisao et le patrimoine musical comme identité nationale », *Cipango* [en ligne], 20, mis en ligne le 18 avril 2015, consulté le 09 juillet 2015. <http://cipango.revues.org/1999>.

TAKAGI Hiroshi 高木博志 1997

Kindai tennōsei no bunkashiteki kenkyū. Tennō shūnin girei, nenjū gyōji, bunkazai 近代天皇制の文化史的研究—天皇就任儀礼・年中行事・文化財 (Histoire culturelle du système impérial moderne. Rites d'instauration de l'empereur, fêtes calendaires, biens culturels), Tokyo, Azekura shobō 校倉書房.

TERUOKA Shūzō 暉峻衆三 (éd.) 2003

Nihon no nōgyō hyaku gojūnen. Sen happyaku gojū-nisen nen

日本の農業150年—1850-2000年
(150 ans d'agriculture au Japon : 1850-2000), Tokyo, Yūhikaku 有斐閣.

UESUGI Tomiyuki 上杉富之**& OIKAWA Shōhei 及川祥平 (dir.) 2009**

Gurōkaru kenkyū no kanōsei. Shakaiteki bunkatekina taishōsei no kaifuku ni

mukete グローカル研究の可能性—

社会的・文化的な対称性の回復に向けて

(Potentialité des études glociales.

Pour rétablir la symétrie entre société

et culture), Tokyo, Seijō daigaku

minzokugaku kenkyūjo gurōkaru

kenkyū sentā 成城大学民俗学研究所

グローカル研究センター.

URRY John 1990

The Tourist Gaze: Leisure and Travel in Contemporary Societies, London, Sage Publications Ltd.

Wajima-shi 輪島市 (éd.) 2003

Meishō « Shiroyone no senmaida »

hozon kanri keikaku 名勝「白米の千枚

田」保存管理計画 (Projet de gestion de la

protection du site remarquable

« Les Mille rizières de Shiroyone »).

YAMASHITA Shinji 山下晋司 2009

Kankō jinruigaku no chōsen. « Atarashii chikyū » no ikikata 観光人類学の挑戦—

「新しい地球」の生き方 (Les défis de

l'anthropologie du tourisme. Modes

d'existence de la « Nouvelle planète »),

Tokyo, Kōdansha 講談社.